Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie

47 | 2012

Diderot et les spectacles

Les identités de D'Alembert

Françoise Launay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rde/4949>

DOI : 10.4000/rde.4949

ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

ISBN : 978-2-9520898-5-2

ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Françoise Launay, « Les identités de D'Alembert », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 47 | 2012, mis en ligne le 02 septembre 2013, consulté le 30 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rde/4949> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rde.4949>

Propriété intellectuelle

Les identités de D'Alembert

Qu'ils soient subis ou sollicités, les changements d'identité sont des épreuves que les êtres concernés ne peuvent oublier. Dans leur vécu comme dans les mémoires, ce sont des marques indélébiles qui les imprègnent. Lorsque ces changements interviennent à la suite de l'abandon d'un enfant, le traumatisme n'en est que plus fort. Du fait de la trahison, de la lâcheté et du rejet dont il est l'aboutissement, l'abandon est incurable.

Le philosophe n'est certainement pas épargné, et la célébrité se charge d'égratigner, en public comme dans l'ombre, la blessure qui ne cicatrisera pas.

Comment les choses se sont-elles passées pour D'Alembert ?

Nous nous attacherons ici à relater tout d'abord l'exacte chronologie des faits attestés dans la toute froideur des papiers officiels, et à rapporter le peu que D'Alembert a bien voulu nous dire, ainsi que ce que les chroniques du temps nous ont livré sur ses origines. Nous donnerons ensuite des informations sur les relations de D'Alembert avec la famille Camus Destouches, grâce à laquelle il a pu faire des études et entrer dans le monde. Puis nous rapporterons des faits permettant d'étayer l'hypothèse d'un père biologique différent du père « putatif » généralement adopté comme tel.

Jean Le Rond (1717)

Le « garçon nouvellement né trouvé exposé et abandonné dans une boîte de bois de sapin [...] sur les marches de l'église de St Jean le Rond » le 16 novembre 1717, a été baptisé « Jean Le Rond » le lendemain. Ces faits sont bien établis, d'une part par le procès-verbal¹ du commissaire Delamare, qui a fait porter l'enfant à la Couche des Enfants

1. Procès-verbal du commissaire Delamare du 16-11-1717, Musée de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris, cote AP 511. Reproduction en est donnée in Françoise Launay, « D'Alembert et la femme du vitrier Rousseau, Etienne Gabrielle Ponthieux (ca 1683-1775) », *RDE*, 45 (2010), p. 75-107 (p. 81).

trouvés, et d'autre part, grâce aux extraits baptistaires conservés aux Archives nationales, l'un établi en 1735², l'autre en 1779³.

Nous savons ensuite, grâce au registre d'entrée de la Maison de la Couche⁴, que Jean Le Rond a été immédiatement envoyé en nourrice à Crémery, en Picardie. Il y est resté jusqu'au 1^{er} janvier 1718, date à laquelle il a été « rendu à ses parents », ce dont s'est chargé le sieur Molin⁵, médecin ordinaire du roi. L'acte notarié attestant la remise de l'enfant, procédure normale, est malheureusement toujours introuvable, tant chez le notaire Brussel mentionné dans le registre, que dans de nombreuses autres études parisiennes explorées. Il ne figure pas non plus dans les papiers de Molin trouvés chez lui à son décès⁶.

Notons que moins d'un mois plus tard, le 8 février 1718,

le Roy etant à Paris, voulant temoigner au S. Jacques Molin l'un de ses medecins la satisfaction que sa majesté a des services qu'il rend en laditte qualite depuis l'année 1692 et l'exciter a les continuer avec le meme zele et la meme fidelité [...] sa majesté veut et entend qu'en cas que ledit S. Molin vienne a se demettre de laditte charge ou a deceder en possession d'icelle, celui qui sera agréé par sa majesté pour la remplir soit tenûe de luy payer ou a ses heritiers ou ayant cause la somme de 20000 # comptant, en un seul payement⁷.

Y aurait-il eu une relation de cause à effet ?

On ne sait si c'est dès janvier que l'enfant a été confié à la nourrice Etiennette Gabrielle Ponthieu⁸ (la future madame Rousseau), alors épouse du vitrier Jean Baptiste Gerard⁹. S'il y eut un délai, il ne peut avoir été bien long. Toutefois, d'après madame Suard¹⁰, l'enfant avait alors six mois, et nous reviendrons sur les implications possibles de cette affirmation.

2. Extrait du 6 août 1735, acte de constitution de rente du 21-01-1772, Archives nationales (AN), Minutier central (MC), ET/CXVII/856.

3. Extrait du 7 mars 1779, AN, O¹666, fol. 87.

4. Registre d'admission des Enfants trouvés, Archives de Paris, D2HDEPOTEN-FANTSTROUVES 79, réserve 101.

5. Sur Jacques Molin (1666-1755) on pourra consulter la plaquette de J.B.L. Chomel, *Eloge historique de M. Molin, Médecin Consultant du Roi, &c.*, Paris, 1761.

6. IAD de Jacques Molin (décédé le 21-03-1755), 17-04-1755, AN, MC/ET/LII/379.

7. Brevet du 08-02-1718, AN, O¹ 62, fol. 24.

8. C'est cette orthographe, sans le « x » final, que nous adopterons désormais, en respect de l'avis d'enterrement, peut-être inséré par D'Alembert, paru dans les *Affiches, annonces et avis divers*, n° 23 du 20 mars 1775, p. 260 : « Du 11. [Enterrement] D'Etiennette Gab. Ponthieu, v^e d'Alexandre Nic. Rousseau, Vitrier, âgée de 92 ans & demi, décédée rue Michel-le-Comte. A S. Nicolas-des-Champs ». D'après cet acte, la nourrice serait donc née en 1682.

9. Françoise Launay, « D'Alembert et la femme du vitrier Rousseau » *op. cit.*, réf. 1.

10. Madame Suard, *Essais de Mémoires sur Monsieur Suard*, Paris, Didot l'aîné, 1820, p. 147.

Jean d'Aremberg (1718-1730)

Nous savons par le testament en date du 29 juillet 1724¹¹ de Louis Camus Destouches, « Lieutenant general de l'artillerie de France et Mareschal des camps et armées du Roy, et directeur general des Ecolles et Institutions des bataillons du Regiment Royal artillerie », grand serviteur de l'État comme tous les autres membres de sa famille, alors âgé de 56 ans et célibataire, que « le Sieur Jean d'Aremberg », à qui il donne et lègue « douze cent livres de pension viagere », est « de présent en Pension chez Berée¹² fauxbourg Saint Antoine ». C'est Louis Camus Destouches lui-même qui l'a sans doute placé dans cette pension, et on peut supposer que c'est sous cette identité de Jean d'Aremberg que l'enfant a commencé ses études à la St-Rémy (1^{er} octobre) de 1722.

Louis Camus Destouches meurt le 11 mars 1726, et le « mineur Jean Daremberg » est mentionné dans l'état des comptes, rendu le 23 février 1729 devant notaire par Michel Camus Destouches, frère de Louis, en vue du partage, effectué le lendemain, des biens de succession de son frère entre ses deux héritiers :

A l'esgard des douze cent livres de pension viagere leguées par led. deffunct S. Ch[eva]l[ier] Destouches par sond. testament au mineur Jean Daremberg estant en pension chez Berée M^e de pension fauxbourg Saint Antoine, les arrerages a compter du [...] jour du deces du S. Ch[eva]l[ier] Destouches jusques et y compris le dernier decembre mil sept cent vingt huit montant à la somme de trois mil trois cents soixante six livres treize sols quatre deniers¹³.

Les héritiers sont, chacun pour moitié, Michel et sa nièce la marquise d'Ecquevilly, fille de sa sœur décédée¹⁴.

Et nous apprenons au passage que le droit d'insinuation de son legs avait coûté au mineur Daremberg la somme de soixante livres. Plus loin dans le compte, dans une récapitulation, on lit : « A cause de la pension viagere du mineur Daramberg (*sic*)... ». Précisons donc que l'orthographe fluctuante du patronyme de l'écolier dans ces documents

11. Testament de Louis Camus Destouches du 29 juillet 1724, déposé le 11 mars 1726, AN, MC/ET/CV/1164.

12. Françoise Launay, « Le maître de pension de D'Alembert, Louis Barnabé Berée (Étrépany, Eure, 1681-Paris, 1731) », *RDE*, 46 (2011), p. 127-168.

13. Comptes et partage des biens de la succession de feu le Chevalier Des Touches, 23 et 24-02-1729, AN, MC/ET/CV/1174.

14. Madelaine Dumouceau de Nollant, épouse d'Augustin Vincent Hennequin, marquis d'Ecquevilly, était la fille de Marie Charlotte Camus Destouches, décédée en 1698. Joseph, le frère aîné des Camus Destouches, était mort sans postérité en 1713 (voir l'arbre généalogique figure 4).

(« Daremberg » ou « Daramberg ») n'a de valeur que pour la prononciation (daran) et non darème), car c'est un clerc qui en est le calligraphe, contrairement au testament olographe de Louis Camus Destouches.

Signalons également que cette rente viagère sera le seul revenu récurrent de D'Alembert jusqu'à ce qu'une pension annuelle de 500 livres lui soit attribuée par le roi sur les fonds de l'Académie des sciences en 1745¹⁵.

Jean Baptiste Louis d'Aremberg (1730-1735)

Confirmation du patronyme et de sa prononciation (y compris pour la dernière syllabe) nous est définitivement donnée le 30 mai 1731 dans l'inventaire après décès de Michel Camus Destouches, mort le 25 mai. En effet, dans ses « papiers » figure :

une liasse contenant seize pieces qui sont memoires des fournitures faites par led deffunct Sr Michel Camus Destouches et paiements par luy faits au Sr chevallier Darenbert mineur pour servir au compte des arerages de la pension viagère de douze cents livres par an a luy leguées par led deffunct Sr Louis Camus Destouches¹⁶.

On notera que c'est la première fois qu'il est fait mention de ce titre de « chevalier » que Louis et Michel Camus Destouches portaient (en plus de celui de chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis), et qui est également utilisé dans le même acte pour qualifier les deux fils de Michel, Louis Michel et Charles, alors respectivement âgés de 11 et 4 ans.

En ce qui concerne les Camus Destouches, ce titre de noblesse n'est évidemment pas usurpé¹⁷, et le même inventaire mentionne d'ailleurs « une liasse contenant quarante cinq pieces qui sont titres justificatifs et confirmatifs de la noblesse dud. deffunct Sr Michel Camus Destouches la derniere desquelles pieces est une quittance du droit de confirm^{on}

15. Archives de la maison du roi, lettre à Buffon du 7 janvier 1745, AN, O¹390.

16. IAD de Michel Camus Destouches, 30-05-1731, AN, Z1m/37.

17. Pour être reçu chevalier de l'ordre de Notre-Dame de Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, Louis Camus Destouches avait déposé devant notaire, le 18-07-1690 (AN, MC, ET/LXXV/370) des preuves de ses bonne vie et mœurs, âge, religion catholique apostolique et Romaine, naissance légitime et noble extraction. Trois témoins, dont Louis François Lefebvre de Caumartin, avaient attesté leur exactitude. Les armoiries de Louis Camus Destouches (« d'azur à l'étoile d'or, accompagnée de trois croissants d'argent ; deux en chef, & un (*sic*) pointe », Pierre Paul Dubuisson, *Armorial des principales maisons et familles du royaume*, Paris, 1767, tome 1, p. 87) ont été enregistrées par Charles d'Hozier, suivant l'ordonnance du 29 décembre 1697, BnF, d'Hozier, Pièces originales 583, fol. 54.

d'ycelle donnée aud. deffunct le huit aoust mil sept cent trente signée Hermant ». Michel avait-il eu besoin de ces papiers pour son fils aîné, dont nous ignorons où il a fait ses études, ou n'était-ce pas plutôt pour faire admettre le « mineur Daremberg » au Collège Mazarin deux mois plus tard ? Il est vrai qu'on n'entrait pas au collège Mazarin en tant que pensionnaire sans montrer patte blanche de « Gentil-homme », ou apporter preuve de noble vie¹⁸, mais, dans le règlement, aucune précision n'était donnée pour les non pensionnaires¹⁹.

Devenu en effet *externe* du collège Mazarin en 1730, c'est bien toujours sous le nom de « d'Aremberg » que l'ancien élève du maître de pension Louis Barnabé Berée s'inscrit à l'université. Cependant, comme nous l'apprend un registre²⁰, il porte en 1735 trois prénoms : Jean, Baptiste et Louis. Or, les actes notariés sont extrêmement précis quant aux patronymes, au moins dans leur prononciation, et quant au nombre des prénoms et à leur ordre. Les erreurs font l'objet d'actes de notoriété, pour les petits comme pour les grands de ce monde. Pourquoi ces deux nouveaux prénoms, dont on peut supposer qu'ils ont été donnés par Michel Camus Destouches au moment de l'entrée de l'écolier au collège Mazarin ? Si l'on peut facilement penser que Louis est un hommage manifeste rendu à Louis Camus Destouches, qui a veillé sur l'enfant jusqu'à sa mort, et qui s'est aussi préoccupé de son avenir, est-il possible que Jean Baptiste fasse allusion au père nourricier Jean Baptiste Gerard ? Ou bien ne s'agit-il pas tout simplement d'une référence à l'église St-Jean-le-Rond, en fait dédiée à saint Jean-Baptiste ?

Joannes Le Rond parisinus (1735-1738)

Le 13 août 1735, l'étudiant Jean Baptiste Louis d'Aremberg dépose une supplique à la Sorbonne, demandant une rectification de son nom d'inscription en philosophie, et donc la délivrance de son diplôme de maître ès arts, sous le seul nom de « Jean Le Rond ». La demande est ainsi consignée par le recteur Gibert (Figure 1) :

Joannes Le Rond Parisinus, qui cum à queritiâ credidisset se nominari Joannem baptistam Ludovicum, et solitus esset a parentibus vocitari

18. « Lettres patentes portant règlement pour le Collège des Quatre nations », en date du 8 avril 1688, in Alfred Franklin, *Recherches historiques sur le Collège des Quatre Nations*, Paris, Aubry, 1862, Article I, p. 167.

19. *Ibid.*, Article XXXV, p. 172-173.

20. Registres de l'Université, Livre des Conclusions, Nations réunies. (1734-1740). Bibliothèque de la Sorbonne, réserve, MSAU 43, fol. 64r^v°.

Figure 1. La demande de rectification du nom d'inscription de Jean Baptiste Louis d'Arenberg en celui de Jean Le Rond, consignée par le recteur Gibert dans le registre de la faculté des arts le 13 août 1735
Bibliothèque de la Sorbonne, réserve, MSAU 43, fol. 64r° et v°

d'aremborg, inscripsit se in catalogis philosophicis Joannem bapt. Ludovicum d'aremborg, omisso nomine suo gentilitio Le Rond ; supplicavit, ut inscribatur suo nomine Joannes Le Rond, sine ullo alio cognomine²¹.

[Jean Le Rond, du diocèse de Paris, qui depuis son enfance croyait se nommer Jean Baptiste Louis, et était couramment appelé d'Arenberg par ses parents, s'est inscrit sur les registres de la classe de philosophie en tant que Jean Bapt. Louis d'Arenberg, en omettant son nom de famille Le Rond ; a instamment demandé d'être inscrit sous son nom Jean Le Rond, sans aucun autre nom.]

Jean Le Rond apporte manifestement pour preuve de sa véritable identité un extrait baptistaire établi sept jours plus tôt, le 6 août 1735, et qui lui servira trente sept ans plus tard pour un acte notarié de constitution de rente²².

La procédure n'est pas exceptionnelle à la faculté des arts : ce même 13 août, ce ne sont pas moins de treize étudiants qui demandent des rectifications de leur nom. Dans la file, le deuxième devant Jean Le Rond, se trouve son ami Jacob Jean Baptiste Gueroult d'Herten²³, dont le patronyme est Gueroult, mais qui s'est inscrit sous le nom de sa

21. *Ibid.* Ce registre portait auparavant la cote 44, donnée par Abel Lefranc (Bibliothèque de l'Institut, Ms 2030, fol. 11) à Joseph Bertrand qui ne reproduit pas correctement le texte dans son ouvrage *D'Alembert*, Paris, Hachette, 1889, p. 12.

22. Cf. note 2.

23. *Œuvres complètes de Jean Le Rond D'Alembert, Inventaire analytique de la correspondance 1741-1783*, Paris, CNRS, vol. V/1 (2009), lettre 46.13.

mère, d'Herten. Le 6 octobre suivant c'est Condillac qui présente une supplique²⁴. Il avait oublié, lors de son inscription en physique, de mentionner la première partie de son nom : Bonnot ! La faculté ne tolère guère les déclarations inexactes, et les nobles ont manifestement des difficultés avec leurs patronymes à particule. Le cas de Jean Le Rond est évidemment différent des autres. Alors, *quid* des événements ? L'étudiant vient-il de découvrir son identité officielle de naissance, ayant eu à produire un extrait baptistaire qui lui a projeté la vérité en pleine face, et agit-il en conséquence ? Cela n'est pas impossible, mais pourquoi n'aurait-il pas dû produire cet extrait lors de sa première inscription ? Nous pensons plutôt qu'il s'agit de la prise de décision parfaitement mûrie d'un jeune homme conscient et révolté, en souffrance, et certainement en quête d'identité. La faculté, en la personne du professeur Caron, prosyndic, et en celle de M. Geffroy, professeur de philosophie, atteste que Joannes Baptistam Ludovicum d'Aremberg et Joannes Le Rond ne font bien qu'une et même personne, et le 2 septembre 1735, c'est bien « Joannes Le Rond Parisinus » qui est gradué *magister in artibus*²⁵. Dans son attestation, Caron, professeur de mathématiques, seul enseignant explicitement nommé par D'Alembert dans son *Mémoire sur lui-même*²⁶, ajoute au passage des appréciations laudatives quant aux capacités de l'étudiant.

Pour la suite de son cursus universitaire, Jean Le Rond persiste et, à douze reprises, du 28 octobre 1735 (Figure 2), où la mention de sa date de baptême a été rajoutée d'une autre main (sans doute au vu de son extrait baptistaire) jusqu'au 1^{er} juillet 1738, en passant par le 31 octobre 1736 (Figure 3), il s'inscrit lui-même sous ce nom à la faculté de droit²⁷.

Figure 2. La première inscription de Jean Le Rond dans le registre de la faculté de droit le 28 octobre 1735. Il s'agit-là du plus ancien autographe connu du futur D'Alembert. La mention du baptême est d'une autre main

Archives nationales, MM 1080, p. 214

24. *Id.* réf. 20, fol. 66r°.

25. *Index magistrorum in artibus*, BnF, Ms latin 9158, fol. 9v°.

26. « Le mémoire de D'Alembert sur lui-même », Irène Passeron, éd., *RDE*, 38 (2005), p. 17-31. Le manuscrit de ce texte est à la BnF (n. a. fr. 15551, f. 1-14).

27. *Catalogus auditorum juris pro trimestri*, AN, MM 1080 (1735-1737) et MM 1081 (1737-1738).

Figure 3. La cinquième inscription autographe de Jean Le Rond dans le registre de la faculté de droit le 31 octobre 1736. On voit que chaque étudiant écrivait lui-même dans le registre. Le baptême était mentionné lors de la première inscription Archives nationales, MM 1080, p. 443

Le 13 août 1738 marque la fin des études de droit de « Joannes le Rond ». Nous n'avons malheureusement pas d'indications quant à son inscription suivante à la faculté de médecine²⁸.

Jean Le Rond D'Alembert (à partir de 1739)

Quand il soumet pour la première fois un mémoire à l'Académie des sciences de Paris, en 1739²⁹, c'est sous le nom de « Le Rond D'Alembert » que le géomètre le fait. Que s'est-il à nouveau passé ?

Dans sa *Correspondance astronomique*, le baron de Zach (1754-1832) indique en 1819 que c'est l'abbé Jean Paul De Gua de Malves (1710-1786)³⁰ qui a persuadé D'Alembert de prendre ce nouveau

28. Blake T. Hanna, « D'Alembert à l'université », in *Sciences, musique, Lumières*, Ulla Kölving et Irène Passeron éd., Ferney-Voltaire, Centre international d'études du XVIII^e siècle, 2002, p. 37-45.

29. « Alembert (M. Le Rond d'), présente à l'Académie plusieurs Remarques sur les Intégrales des différentielles binomes, données dans l'Analyse démontrée du P. Reyneau, An. 1739, Hist. p. 30 », *Table des Mémoires de l'Académie, 1741-1750*, Paris, Compagnie des libraires, 1747.

30. Sur l'abbé De Gua, voir l'article de Frank A. Kafker et Jeff Loveland dans ce même numéro. Pour le patronyme de l'abbé, nous adoptons la graphie « De Gua », conforme à sa signature (Bibliothèque de l'Arsenal, archives de la Bastille, 10261). Né le 16 avril 1710, il avait été baptisé trois jours plus tard à l'église St-Vincent de Carcassonne (merci à Rémy Cazals de nous avoir donné ces précisions, à Jean Blanc d'avoir recherché

nom : « Dans sa première jeunesse il avait pris le nom d'Aremberg, que l'Abbé *du Gua* (Académicien-géomètre) lui fit changer en celui de *D'Alembert*, ou *Dalembert*. Il n'a jamais pris le nom de le *Rond* dans aucun de ses ouvrages »³¹. Nous portons un réel crédit à cette information. En effet, Zach nous apparaît singulièrement bien informé : ne mentionne-t-il pas, dans le même paragraphe, que la fameuse nourrice de D'Alembert, madame Rousseau, s'appelait auparavant Gerard ?

Il fut exposé à Paris sur les degrés de l'église de *Saint-Jean-le-Rond* d'où il a pris son premier nom, et de-là porté à l'hôpital des enfants trouvés. Il fut mis après en nourrice chez une dame nommée *Gérard*, ensuite *Rousseau*, vitrière, qui nourrissait des enfants de qualité. A un âge plus avancé on le mit en pension chez un nommé *Béré*, maître de pension au fauxbourg St Antoine.

D'où Zach tenait-il cette information, parfaitement exacte, relative au sieur Gerard, que nous croyions avoir été la première à faire figurer dans un document imprimé, et ce en 2010 ? Et comment Zach connaissait-il le nom de Bérée, qui ne figure que dans les actes notariés concernant Louis et Michel Camus Destouches ?

Zach n'a pas fréquenté D'Alembert, mais c'était un grand ami de Jérôme Lalande (1732-1807), avec qui il a été en correspondance depuis 1792 au moins, et ce dernier savait beaucoup de choses. Dès son arrivée à Paris, Lalande avait fait des visites à D'Alembert rue Michel-le-Comte : « Le samedi 29 [May], j'ai été chés M. Dalembert, il m'a dit qu'en géométrie, il ne falloit pas de maître qu'on apprend bien que ce que l'on apprend soy même » note-t-il dans son journal de 1751³². Il connaissait donc en particulier les Rousseau, avec qui il avait certainement eu l'occasion de converser. Mais le baron pouvait avoir eu d'autres sources, en particulier madame Suard, à qui D'Alembert avait fait des confidences, ou encore son mari.

On peut supposer que Jean Le Rond avait hésité à ne conserver que son nom de baptême, dont il était évident qu'il pourrait être source de moqueries. Formey en rapporte un exemple :

l'acte, cote A. D. Aude, 4 E 069/GG237, et à Sylvie Caucanas de nous l'avoir transmis), sous le nom de Jean Paul « Degua », en un seul mot, patronyme de son père Jean qui n'avait pas encore acheté la baronnie de Malves (J. A. Mahul, *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse et de l'arrondissement administratif de Carcassonne*, Paris, Didron, tome 2, 1859, p. 44).

31. Baron de Zach, *Correspondance astronomique, géographique, hydrographique et statistique*, Gênes, Ponthenier, vol. 3, 1819, p. 569.

32. Journal manuscrit de Jérôme Lalande, BnF, Ms fr. 12275, fol. 443 r^o.

Figure 4. Arbre généalogique des Camus Destouches

Lorsque la *France littéraire* parut pour la première fois³³, l'ordre alphabétique plaçait M. d'Alembert à la tête. J'étais chez M. de Maupertuis, quand il la reçut. En lisant d'Alembert (*Jean le Rond*) il dit avec sa vivacité singulière, *Le Rond, le Rond*, pourquoi pas *le Quarré, le Quarré*. Cela ne demande point d'explication³⁴.

De plus, le géomètre avait fait la plus grande partie de ses études sous le nom de d'Aremberg (prononcé d'Arambaire, rappelons-le), et c'était ainsi que ses condisciples de la faculté des arts le connaissaient. Cependant, ce patronyme n'était guère facile à porter car c'était celui d'une famille princière du Hainaut, dont le duc régnant, Léopold Charles Philippe Joseph, avait vécu à Paris pendant plusieurs années juste après la mort de Louis XIV, et fréquentait toujours la France et sa capitale. Nous en reparlerons. L'abbé De Gua avait donc certainement eu raison de proposer un « aménagement » qui éviterait la confusion, tout en restant proche du nom sous lequel le futur académicien était largement connu, en particulier dans la prononciation. Force est toutefois de constater que D'Alembert a conservé l'apostrophe, marque de noblesse cependant couramment omise tant par les clercs de notaire que dans des imprimés.

Est-il réaliste de croire que De Gua aurait pu avoir une telle influence ? Probablement oui, car l'abbé n'était pas un simple collègue géomètre de D'Alembert. Son aîné de seulement cinq ans, De Gua était aussi « en famille », par l'intermédiaire de son frère Bernard, avec les Dutroussel d'Hericourt, qui, eux-mêmes, allaient devenir parents des Camus Destouches en 1746 (Figure 4), et il n'est pas impossible que tout ce beau monde se soit côtoyé dans le salon de Blancmesnil, sur lequel nous reviendrons.

Le mercredi 29 juillet 1739, les rapporteurs de l'Académie, « M^{rs} Clairaut et l'Abbé de Bragelogne » citent « Le Rond d'Alembert » au début de leur appréciation. Ils raccourcissent immédiatement après en « Le Rond », au moins dans le procès verbal manuscrit, où ils constatent que Le Rond « prouve sa capacité, son exactitude, et le zèle qu'il a pour la recherche de la vérité »³⁵. Dans le bref rapport imprimé en 1741, la phrase devient, sans doute sous la plume du secrétaire Fontenelle : « On a trouvé

33. C'était en 1755.

34. Samuel Formey, *Souvenirs d'un citoyen*, Paris, Dares, 1797, tome 1, p. 238-9. N'oublions pas qu'à cette époque, il était grandement question du problème de la « quadrature du cercle ». À ce sujet voir Marie Jacob, « Interdire la quadrature du cercle à l'académie : une décision autoritaires des Lumières ? », *Revue d'histoire des mathématiques*, 11 (2005), p. 89-139.

35. *Procès-verbaux manuscrits de l'Académie des sciences pour 1739*, tome 58, Archives de l'Académie des sciences.

dans M. d'Alembert beaucoup de capacité et d'exactitude »³⁶. Très vite donc, Le Rond d'Alembert s'efface au profit de D'Alembert tout court, sauf bien entendu dans les actes officiels qui concernent l'académicien à titre personnel (constitutions de rentes³⁷ et reçus correspondants³⁸, quittance concernant un legs³⁹), où il est désigné Jean Le Rond sieur Dalemberbert (ou d'alembert, ou D'Alembert) – et signe soit Le Rond d'alembert, soit Jean Le Rond d'alembert (Figure 5) –, ainsi que sur ses titres de pension⁴⁰, et, bien entendu, dans son testament⁴¹ puis, *post mortem*, sur son acte de sépulture⁴², et dans son inventaire après décès⁴³.

Figure 5. La signature complète de D'Alembert le 16-04-1782
AN, MC/ET/LV/45

Ce que D'Alembert nous a livré sur son identité

L'inventaire en est vite fait, car D'Alembert n'en parle pas dans son très pudique *Mémoire sur lui-même*, où il ne donne que sa date de naissance, sans plus. Et dans son *Portrait de l'auteur fait par lui-même*, il confesse « le délaissement où il étoit », après avoir indiqué qu'il était « sans famille et sans liens d'aucune espèce, abandonné de très bonne heure à lui-même, accoutumé dès son enfance à un genre de vie obscur et étroit, mais libre »⁴⁴.

36. *Histoire de l'Académie royale des sciences, Année 1739*, Paris, Imprimerie royale, 1741.

37. Constitution de rente sur le duc d'Orléans, 21-01-1772, AN, MC/ET/CXVII/856 ; constitution de rente sur M. de Laborde, 09-03-1773, AN, MC/ET/XLVIII/208.

38. Reçu de D'Alembert du 04-07-1778, Bibliothèque de l'Institut de France, Ms 2715, fauteuil 17.

39. Quittance de trois mille livres pour acquit du diamant de valeur de même somme que feu l'Abbé de Canaye a légué au S^r Dalemberbert par son testament, 16-04-1782, AN, MC/ET/LV/45. Merci à Philippe Bertholet de nous avoir signalé cet acte.

40. AN, archives de la Maison du roi, O¹ 666, fol. 82.

41. Testament de Jean Le Rond D'Alembert du 23-07-1782, déposé le 29-10-1783, AN, MC/ET, LXXXIII/618.

42. Registre de la paroisse St-Germain-l'Auxerrois, transcrit par Auguste Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*, Paris, Plon, 1867, p. 21.

43. IAD de Jean Le Rond D'Alembert du 01-12-1783, AN, MC/ET/LXXXIII/619.

44. D'Alembert, *Portrait de l'auteur fait par lui-même, et adressé, en 1760, à Madame****, in Charles Pougens, *Œuvres posthumes de d'Alembert*, Paris, an vii-1799, vol. 1, p. 25-34 (p. 30).

Les seules mentions autographes que nous connaissons se trouvent d'abord dans une lettre que D'Alembert adresse à Amelot de Chaillou le 10 mars 1779 pour solliciter la continuation du versement de l'une de ses pensions, et où nous lisons :

J'ai l'honneur de vous envoyer mon extrait baptistaire ; vous n'y trouverez pas le nom de d'alembert, qui ne m'a été donné que dans mon enfance, & que j'ai toujours porté depuis. Mais je suis connu de plusieurs personnes sous le nom de Le Rond, qui est mon nom véritable⁴⁵.

Même quand Jean Sareil écrit prudemment, en parlant des origines de D'Alembert : « C'est de lui que nous tenons les détails de son histoire »⁴⁶, il se trompe un peu. Nous constatons en effet, et cela doit nous inciter à être aussi prudents avec les autobiographies qu'avec les biographies, que D'Alembert transforme quelque peu la réalité vraie. À sa décharge, nous devons reconnaître que le double académicien pensionné du roi se devait de faire court avec le ministre, et que son courrier n'était pas le lieu de faire des confidences qui, pour lors, n'étaient d'aucune d'utilité. Mais ne donnerait-il pas là à la postérité la version qu'il aurait aimée véridique ? Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas ne pas penser à l'inévitable pincement qu'il a dû ressentir en écrivant ces lignes, comme cela arrive à tous ceux pour qui la production obligatoire d'une pièce d'état civil « hors norme » provoque la réouverture de leur plaie de naissance.

Le second document autographe est une lettre manifestement écrite le 27 décembre 1751 par D'Alembert à la marquise de Crequy, où il lui précise en terminant : « Ce Lundi matin jour de ma fête ; car je m'appelle Jean, mais Jean tout court au moins ; pas même Jean Jaques comme notre ami Rousseau »⁴⁷. Voilà qui a le mérite d'être parfaitement clair quant au rejet des prénoms Baptiste et Louis qu'il avait un temps portés !

*Ce que les écrits du temps de D'Alembert nous ont livré
sur son identité*

Madame de Graffigny, en 1748

Dans une lettre qu'elle envoie le 16 avril 1748, madame de Graffigny (1695-1758) écrit : « A propos, Linant m'a dit une bonne anecdote sur

45. AN, O¹ 666, fol. 85. *Œuvres complètes de Jean Le Rond D'Alembert, Inventaire analytique de la correspondance 1741-1783*, Paris, CNRS, vol. V/1 (2009), lettre 79-25.

46. Jean Sareil, *Les Tencin*, Genève, Droz, 1969, p. 56.

47. *Œuvres complètes de Jean Le Rond D'Alembert, Inventaire analytique de la correspondance 1741-1783*, Paris, CNRS, vol. V/1 (2009), lettre 51.24 (non datée) de D'Alembert à la marquise de Crequy.

Mr d'Alembert. Sais-tu qu'il est le fils de la dame qui prétend que j'ai dîné avec elle et Lamote, et du Detouche le musicien ? Elle doit être bien contente d'avoir fait tant d'esprit »⁴⁸. Cette lettre n'est évidemment pas publique, mais même si il y a confusion manifeste entre le chevalier Destouches (Louis Camus Destouches) et le compositeur André Cardinal Destouches (1672-1749), elle nous prouve que le « secret » de la naissance de D'Alembert était percé, et que plus d'un savait (ou croyait savoir) le nom de son père et celui de sa mère madame de Tencin, l'ancienne religieuse dont les vœux ont été déclarés non valables en 1712⁴⁹, la sœur du cardinal.

L'inspecteur d'Hémery, en mai 1751

C'est trois ans plus tard que l'inspecteur de police Joseph d'Hémery (1722-1806), qui enquête « sur les auteurs et leurs écrits à Paris »⁵⁰, rédige son rapport sur D'Alembert :

noms : ALEMBERT (d'), Auteur, 6 mai 1751

âge : 35

pays : Paris

signalement : Petit homme d'une physionomie assez commune

demeure : Rue Michel-Comte, chez sa nourrice qui est vitrière

histoire : Il est le bâtard de Madame de Tencin, sœur du Cardinal de Tencin, et du Chevalier Destouches, qui lui a laissé 1 500 livres de rente. Sa mère n'a jamais voulu le voir. C'est un homme charmant pour le caractère et l'esprit. A l'âge de 18 ans il fut reçu à l'Académie des sciences, il l'est aussi de celle de Berlin. Il excelle surtout dans la géométrie, et travaille maintenant avec Diderot au Dictionnaire encyclopédique⁵¹.

À en juger par les erreurs que ce rapport comporte, à savoir le montant inexact de la rente, et surtout l'âge erroné de D'Alembert tant en 1751 (35 ans au lieu de 33 dans la réalité), qu'à son entrée à l'Académie des sciences (18 ans au lieu de 24), d'Hémery ne semble guère s'être investi dans sa tâche. Il répète donc ce qu'on lui a dit sans beaucoup vérifier, et il confirme l'identité des parents dont le nom circulait depuis plusieurs années. Il y ajoute le mépris de madame de Tencin pour son fils, dont on avait dû parler au moment de sa mort survenue le 4 décembre 1749, puisqu'il était de notoriété publique qu'elle laissait

48. *Correspondance de Madame de Graffigny : 11 mars 1748-25 avril 1749*, éd. English Showalter, et J. A. Dainard, Voltaire Foundation, 2004, lettre à Devaux n° 1232, p. 55 et note 13 p. 58.

49. Jugement de l'officialité de Grenoble en date du 5 novembre 1712, cité par René Vaillot, *Qui étaient madame de Tencin... et le cardinal*, Paris, Le Pavillon, 1974, p. 36.

50. Robert Darnton, « Les encyclopédistes et la police », *RDE*, 1, 1986, p. 94-109.

51. BnF, n. a. fr 10781, transcrit par Darnton, *op. cit.*, p. 101.

toute sa fortune à son médecin : « Le philosophe Dalember ne fait pas tant de chemin et il est bien plus près du but. M^{me} Tencin vient de mourir comme elle a vécu ; elle ne laisse rien à ceux à qui l'honneur, l'amitié et l'humanité exigeaient qu'elle fit du bien, et elle donne tout ce qu'elle avait à Astruc », écrit madame du Deffand à Maupertuis le 29 décembre suivant⁵². Mais surtout, d'Hémery lâche le grand mot : bâtard.

Collé, en septembre 1751

Alors qu'il avait lui aussi mentionné dans son journal en décembre 1749 que le cardinal de Tencin, légataire universel de sa sœur, avait été largement floué, c'est en septembre 1751 que Charles Collé (1709-1783) écrit :

Ce M. d'Alembert est un homme de mérite et d'esprit en même temps ; il est de l'Académie des sciences ; c'est lui qui a fait la préface du Dictionnaire de l'Encyclopédie auquel il travaille avec Diderot et quelques autres ; il est grand géomètre, métaphysicien et grand raisonneur ; il écrit très-bien et très-légèrement malgré cela. On ne doute pas qu'il soit bâtard de madame de Tencin, qui ne l'a jamais voulu reconnoître, même en secret, qui ne lui a rien donné, rien laissé, et qui a toujours eu avec lui les procédés les plus durs et les plus inhumains. C'est pourtant un homme qui réunit toutes les qualités du cœur à celles de l'esprit, et qui passe pour avoir même une probité délicate. On n'a jamais bien compris la bizarrerie de madame de Tencin à ce sujet ; il lui auroit fait honneur à tous égards, et elle n'étoit pas dans le cas de se cacher de ses aventures qui avoient été publiques⁵³.

L'affaire Tolomas, fin 1754

Dans l'affaire Tolomas, qui fit grand bruit jusque dans la capitale, l'action se situe à Lyon le 30 novembre 1754, le jour même où D'Alembert est reçu à l'Académie française à Paris. Le principal protagoniste est le père Tolomas (1705-1762), jésuite régent de rhétorique au collège de la Trinité qui, à l'occasion de la rentrée des classes, prononce une harangue latine au cours de laquelle il aurait attaqué les encyclopédistes, et en particulier D'Alembert, qu'il aurait ainsi désigné « Homuncio cui nec est pater, nec res »⁵⁴. La formule est doublement injurieuse puisqu'elle s'attaque à la fois à son physique et à ses origines. On sait que Voltaire a rapporté le fait dans

52. Georges Hervé, « Les correspondantes de Maupertuis. Dix lettres inédites de M^{me} du Deffand », *Revue de Paris*, 1911, p. 751-778, lettre de madame du Deffand à Maupertuis, 26-12-1749, p. 777.

53. Charles Collé, *Journal historique*, Paris, Imprimerie bibliographique, 1807, tome 1, p. 435-436.

54. Un petit homme sans père ni fortune.

une lettre qu'il a adressée quelques jours plus tard à un avocat de Colmar⁵⁵, et D'Alembert lui-même confirme que l'information lui est parvenue de multiples sources⁵⁶. Il s'ensuivra un échange de courriers entre D'Alembert et la Société royale de Lyon, où D'Alembert n'obtiendra pas d'excuses réelles, puisqu'il n'y aura pas d'aveux. L'important pour notre propos est que cette fois, les choses ne restent pas dans des correspondances privées ou dans des journaux qui ne seront publiés qu'après la mort de D'Alembert : l'affaire devient vraiment publique, car un certain nombre des lettres échangées ont immédiatement été imprimées, et diffusées⁵⁷.

Le retentissement de cette affaire a été tel qu'il a dû nourrir plus d'une conversation dans les salons, et bien des noms de géniteurs possibles ont dû circuler. Témoin, en ce qui concerne Lyon, ce qu'en rapporte monsieur Seguin, avocat en Parlement : « Aujourd'hui 5 janvier 1755, j'ai appris que le dit cardinal [de Tencin] avait eu à faire avec sa sœur Jacobine et qu'il en a eu un fils, appelé le sieur d'Ardinberg (d'Alembert) dont un écrivain de ces jours a dit *Cujus nec pater nec ros* »⁵⁸. Tout est écorché, le nom comme le latin, mais rampe la rumeur.

Voltaire, en 1756 et en 1769

Nous n'avons pas de témoignage direct de Voltaire (1694-1778), mais nous savons qu'il mettait en doute la paternité de Louis Camus Destouches. En effet, dans une lettre du 15 août 1756, nous pouvons lire :

Je me ressouviens [...] d'un propos de M^r de Voltaire avec ses nièces qu'on me raconta hier, et je vais vous le rendre. Nous avons à Geneve m^r d'Alembert, un des auteurs de l'Encyclopédie, on le dit à Paris fils de Mad^e de Tencin autrefois Religieuse et sœur du Cardinal, mais le nom de son Père est aussi incertain que la Patrie d'Homere, peut être que sa mère elle même auroit été bien embarrassée à le dire. Il ressemble à m^r de Fontenelle qui étoit un des amis de Mad^e de Tencin, et m^r de Voltaire en conclut qu'il est fils de Fontenelle, ses nièces sont d'un autre avis et dispuoient là dessus avec leur oncle, qui soutint son sentiment. Je crois aussi certain, leur dit-il, que d'Alembert est fils de Fontenelle, comme il est sûr que je le suis de Roquebrune⁵⁹.

55. Lettre de Voltaire à M. Dupont, écrite de Lyon le 6 décembre 1754, in Voltaire, *Correspondance*, éd. Théodore Besterman, Paris, Gallimard, tome 4, 1978, p. 297.

56. Lettre de D'Alembert à la Société Royale de Lyon, en date du 30 janvier 1755, Académie de Lyon, Ms 266, vol. II, fol. 142.

57. « Querelle littéraire. Dalember, le P. Tolomas et la Société royale de Lyon », *Revue du Lyonnais*, Lyon, Boitel, 1836, tome 4, p. 196-216 (p. 197 note 3).

58. *Les cahiers de M. Seguin*, éd. Léon Galle, Lyon, Bernoux, Cumin & Masson, 1901, p. 80.

59. *The complete works of Voltaire*, éd. Theodore Besterman, Institut et Musée Voltaire, 1971, vol. 101, lettre D 6958, de Jean Louis Dupan à Suzanne Catherine Freudenreich, p. 274.

On constate que Voltaire, qui veut lui-même se doter d'un père digne de lui, en fait autant pour son jeune ami D'Alembert. Il ne considère Camus Destouches que comme un « père putatif », c'est-à-dire *supposé* géniteur, puisque c'est ainsi qu'il le qualifie dans la lettre qu'il adresse à madame du Deffand le 3 avril 1769 : « Quand le vieux chevalier Destouches-Canon, père putatif de D'Alembert, voyait une jolie femme bien aimable, il lui disait : « Passez, passez vite, madame, vous n'êtes pas de ma sorte ».

Diderot, en 1762 et 1769

Dans une lettre du 16 septembre 1762 à Sophie Volland, Diderot écrit au sujet de D'Alembert : « Qui est-ce qui auroit jamais sçu qu'il étoit fils de Mad^e Tencin s'il ne l'avoit pas dit lui-même ? »⁶⁰. On peut se demander si D'Alembert en a tant parlé, sauf à ses véritables amis, dont Diderot naguère, car il est bien connu que l'enfant abandonné est souvent celui qui en sait le moins. Le monde aura tôt fait cependant de lui faire des révélations, et la situation d'homme public le contraindra sans doute à ne point se taire, même s'il l'eût préféré.

Sept ans plus tard, Diderot, lui, ne cache rien, et dans *La Suite d'un Entretien entre M. d'Alembert et M. Diderot*, écrite en août 1769, il nous jette une vérité physiologique où il n'hésite pas à faire figurer les noms des géniteurs :

Did.[erot]... Je veux dire qu'avant que sa mere, la belle et scelerate Chanoinesse Tencin, eut atteint l'age de puberté, avant que le militaire La Touche fut adolescent, les molecules qui devoient former les premiers rudiments de mon geometre etoient éparses dans les jeunes et frêles machines de l'une et de l'autre, se filtrerent avec la limphe, circulerent avec le sang, jusqu'a ce qu'enfin elles se rendissent dans les reservoirs destinés a leur coalition, les testicules de sa mere et de son pere. Voila ce germe rare formé. Le voila, comme c'est l'opinion commune, amené par les trompes de Fallope dans la matrice ; le voila attaché a la matrice par un long pedicule, le voila s'accroissant successivement et s'avancant a l'état de fœtus ; voila le moment de sa sortie de l'obscur (*sic*) prison arrivé ; le voilà né, exposé sur les degrés de S^t. Jean le rond qui lui donna son nom tiré des enfants trouvés ; attaché a la mamelle de la bonne vitriere, madame Rousseau ; allaité, devenu grand de corps et d'esprit, litterateur, mecanicien, geometre ; comment cela s'est-il fait ? en mangeant, et par d'autres opérations purement mécaniques⁶¹.

60. Diderot, *Correspondance*, éd. Georges Roth, Paris, Les Éditions de Minuit, 1958, tome IV, p. 151.

61. Diderot, *La Suite d'un Entretien entre M. d'Alembert et M. Diderot*, manuscrit, BnF, n. a. fr. 13727, fol. 2v^o et 3r^o.

La connaissance des patronymes n'était certainement pas indispensable au propos de Diderot, et on peut se demander pourquoi il les donne : provocation ou sorte d'exorcisme, pour qu'une fois pour toutes la vérité (réelle ou convenue) soit écrite, et qu'on n'en parle plus ?

On sait que, prévenu par M. Suard de la communication par Diderot de ce texte à Grimm, D'Alembert demanda la destruction du manuscrit. Grimm se contenta de le mettre sous le coude, ne le publiant dans sa *Correspondance* (manuscrite et de faible diffusion), qu'en juin 1782. La première édition imprimée n'interviendra qu'en 1830.

*Les confidences de D'Alembert à madame Suard,
à la fin des années 1760*

Bien qu'elles aient été largement reprises par tous ceux qui parlent de l'enfance de D'Alembert, mais parce que ce sont les seules confidences qui nous sont parvenues, nous nous devons de reproduire ici ce que madame Suard, née Amélie Panckoucke (1750-1830) rapporte de ce que lui a confié D'Alembert, qu'elle précise avoir rencontré quand il habitait chez Julie de Lespinasse, donc entre 1765 et 1776 :

M. d'Alembert m'a parlé avec la plus grande confiance de madame de Tencin sa mère, et de son père M. Destouches, militaire distingué et le plus honnête homme du monde. Madame de Tencin étoit grosse de six mois de M. d'Alembert quand son père reçut l'ordre de se rendre à la Martinique ou à St-Domingue. Il recommanda cet enfant à sa mère, comme le bien le plus précieux pour lui ; mais à peine fut-elle accouchée qu'elle fit porter cet enfant, qui devoit honorer les sciences, aux Enfants trouvés. M. Destouches arriva à Paris six mois après la naissance de son fils, et son premier besoin fut de demander à madame de Tencin où elle l'avait mis en nourrice. L'embaras où la jetèrent ses questions réitérées obligea M. Destouches de lui déclarer qu'il vouloit savoir ce que son fils étoit devenu ; il lui arracha enfin la vérité : heureusement elle avoit laissé des moyens de le reconnoître. M. Destouches ne perdit pas un moment pour aller s'assurer de la vie de son fils : on le lui montra ; mais dans quel état ! M. d'Alembert m'a dit que sa nourrice l'avoit reçu à six mois avec une tête pas plus grosse qu'une pomme ordinaire, des mains comme des fuseaux, terminées par des doigts aussi menus que des aiguilles. Il l'emporta, bien enveloppé dans son carrosse, et parcourut tout Paris pour lui donner une nourrice, mais aucune ne vouloit se charger d'un enfant qui paroissoit au moment de rendre son dernier souffle ; enfin il arriva chez cette bonne madame Rousseau, qui, touchée de pitié pour ce pauvre petit être, consentit à s'en charger, et promit à son père qu'elle feroit tout ce qui dépendrait d'elle pour le lui conserver [...]. Son père le voyoit souvent et s'amusait beaucoup, m'a dit M. d'Alembert, de ses gentilleses, et bientôt de ses reparties qui annonçoient, dès l'âge de

cinq ans, une intelligence peu commune. Il le mit en pension, et son maître étoit enchanté de son esprit.

Un jour M. Destouches, qui en parloit sans cesse à madame de Tencin, obtint d'elle qu'elle l'accompagneroit à la pension où il l'avait placé, et par ses caresses et les questions qu'il adressa à son fils, en tira beaucoup de réponses qui le divertirent et l'intéressèrent. Avouez, madame, dit M. Destouches à madame de Tencin, qu'il eût été bien dommage que cet aimable enfant eût été abandonné. M. d'Alembert, qui avoit alors sept ans, se souvenoit parfaitement de cette visite et de la réponse de madame de Tencin qui se leva à l'instant, en disant, « Partons, car je vois qu'il ne fait pas bon ici pour moi ».

[...]

En me mettant si avant dans sa confiance, M. d'Alembert m'autorisa un jour à lui demander s'il étoit vrai que madame de Tencin lui eût fait dire par un ami, quand il eut acquit une grande célébrité, qu'elle seroit charmée de le voir. Jamais, m'a-t-il dit, elle ne m'a rien fait dire de semblable. – Cependant, monsieur, on vous prête, dans cette occasion, une réponse très fière à une mère qui, jusqu'à votre célébrité, ne vous avoit pas donné un signe de vie ; et j'ai entendu bien des personnes applaudir à votre refus comme à un juste ressentiment. Ah ! me dit-il, jamais je ne me serois refusé aux embrassements d'une mère qui m'eût réclamé : il m'auroit été trop doux de la recouvrer⁶².

La mère, Claudine Alexandrine Guérin de Tencin (1681-1749)

Rien, à notre connaissance, ne permet de douter que madame de Tencin était la génitrice de D'Alembert. Tout en reconnaissant que cela relève plutôt du ressort de notre intime conviction, nous pensons en outre que la meilleure preuve que c'était bien elle est peut-être tout simplement donnée par le fait que D'Alembert n'a jamais fréquenté son salon, où elle recevait pourtant de nombreux membres de l'Académie des sciences tels Fontenelle, Mairan ou Maupertuis.

En revanche, à la suite de René Vaillot qui, malheureusement, donne parfois comme certain dans sa biographie de madame de Tencin et de son frère ce qu'il a romancé⁶³, nous nous étonnons du fait que la

62. Madame Suard, *op. cit.* (réf. 10), p. 146-150.

63. Notons aussi que dans un cas malencontreux, la romance a parfois été effectuée à partir de sources erronées. C'est en particulier ce qu'il s'est passé pour la date de l'installation de madame de Tencin chez les dames de la Conception qui est bien la St-Jean [Baptiste] 1714 (et non 1717 comme Vaillot l'indique, en citant pourtant la bonne source, AN, S 7099, et en croyant corriger les précédents biographes). Nous confirmons donc que ce n'est pas son état de grossesse qui a fait déménager madame de Tencin de chez sa sœur madame de Ferriol, vers son logement de la rue Neuve-St-Honoré. L'autre source concernant le bail à vie signé le 26 août 1714 est AN, S 4673.

paternité de Destouches n'ait jamais été mise en doute. Après n'avoir retenu que trois candidats sérieux parmi les nombreux amants avérés de madame de Tencin, qui gravitaient tous autour du Régent, quand il ne s'agissait pas du Régent lui-même, Vaillot conclut :

Mais il est vain de s'en remettre à des traits héréditaires : d'Alembert a la solidité d'esprit de Dubois⁶⁴, la générosité de Destouches, la clarté et l'aisance de Fontenelle ! On objectera encore que M^{me} de Tencin doit savoir qui est le père de son enfant : est-ce si facile à une femme qui a eu tant d'amants ? Et même si elle sait que c'est Dubois ou Fontenelle, ne peut-elle l'attribuer, habilement, au seul homme, – le moins égoïste, le plus crédule, le moins en vue – qui puisse l'accepter non seulement sans en être gêné, mais avec joie ? Admettons la version courante tout en sachant bien que seule M^{me} de Tencin avait – peut-être – une certitude et qu'elle a disparu avec son secret⁶⁵.

*Louis Camus Destouches (1667-1726),
un père putatif qui arrange tout le monde*

Cette version de « l'attribution » nous semble hautement plausible, à la différence près que nous pensons que le « père putatif » n'ignorait rien du rôle qu'il jouait.

Louis Camus Destouches insiste en effet dans son testament sur la priorité du legs qu'il fait au sieur d'Aremberg : « douze cent livres de pension viagère que je veux et entends qui luy soient régulièrement payées et par préférence à tous mes autres legs, en ayant touché le fonds de ceux à qui il appartient ; et s'il est encore en bas âge lorsque je mourray on luy nommera un Tuteur ad hoc » (Figure 6).

En ayant touché le fonds de ceux à qui il appartient... Cela ne sous-entend-il pas « et dont je ne fais pas partie » ? Nous ne pensons pas en effet, comme Coynard l'a proposé⁶⁶, qu'il faille chercher une interprétation juridique spéciale à cette formulation, écrite dans un français parfaitement intelligible. De notre point de vue, il est clair que Louis Camus Destouches a été chargé de s'occuper de l'enfant, et que pour accomplir cette tâche, il a reçu de l'argent d'une ou de plusieurs personnes de ses familles de naissance. Si cet enfant avait été le sien, sa fortune aurait

64. À noter qu'en 1717, l'abbé Dubois (1656-1723), ancien précepteur du Régent, et alors son conseiller, n'avait pas prononcé ses vœux.

65. René Vaillot, *op cit.* p. 91. Sur madame de Tencin, on consultera avec profit les ouvrages de Pierre-Maurice Masson, *Madame de Tencin*, Paris, Hachette, 1909, et de Jean Sareil, *op. cit.*

66. Charles de Coynard, *Les Guérin de Tencin*, Paris, Hachette, 1910, p. 154.

Figure 6. Passage du testament de Louis Camus Destouches concernant la pension viagère de Jean d'Aremberg
29-07-1724, AN, MC/ET/CV/1164

amplement suffi à l'élever. Si cette fortune a été majorée, c'est bien là la preuve d'une mission donnée par d'autres et acceptée par lui. Au sujet de cette fortune, on sait que Louis Camus Destouches avait apporté 300 000 livres (sur un total de près de 3,4 millions) à la société bancaire créée en 1719, dont madame de Tencin était la principale actionnaire, et qui avait son bureau « rue Quincampoix » à Paris⁶⁷. Il avait d'autre part placé 100 000 livres à Lyon en 1720⁶⁸, et lors du partage de ses biens neuf ans plus tard, chacun des deux lots attribués par tirage au sort à ses héritiers se montait à la somme très exacte de 209 597 livres 2 sols et 2 deniers ! Ce qu'il est difficile d'apprécier, c'est la contribution du « fonds » particulier concernant Jean d'Aremberg à ce montant...

Comme nous l'avons déjà signalé dans notre article sur la nourrice de D'Alembert⁶⁹, l'historien Marius Barroux, auteur d'un excellent travail sur Louis Camus Destouches⁷⁰, a fait des recherches dans les archives de l'armée, pour documenter un éventuel voyage de ce dernier à

67. Constitution d'une société d'agios par madame de Tencin, 28 novembre 1719, AD de l'Isère, E II n° 461, publié par Auguste Prudhomme, « Notes pour servir à l'histoire de M^{me} de Tencin et de sa famille », *Bulletin de l'Académie delphinale*, série 4, tome 18 (1804), p. 196-314.

68. Contrat de constitution de rente viagère de 4 600 livres en date du 03-03-1720 au profit de Louis Camus Destouches par l'Hôpital général de N.-D. de la Charité, AD du Rhône, Durand notaire, 3E 460. À noter qu'à la mort de Louis Camus Destouches, le capital restait acquis à la Charité, « en considération de quoi lesd. Srs ad[ministrateurs] feront célébrer trois cents messes basses pour le repos de l'âme dudit sieur Destouches ». Cette clause était certes classique, mais, par comparaison avec d'autres actes passés dans la même étude, le nombre de messes nous apparaît exceptionnellement élevé.

69. Françoise Launay, *op. cit.* (réf. 1).

70. Marius Barroux, « Le père de D'Alembert, Louis Destouches », *Bulletin de la Société de Paris et de l'Île de France*, 64 (1937), p. 108-123.

la Martinique ou à Saint-Domingue entre août 1717 (les six mois de grossesse de madame de Tencin) et mai 1718, époque où, aux dires de madame Suard, l'enfant lui a été confié. Il n'a rien trouvé, bien que la correspondance militaire de l'époque existe bel et bien, et que la carrière de celui qui était en 1717 « Chevalier de l'Ordre Militaire de St-Louis, Brigadier des camps et armées du Roi, Lieutenant general de l'artillerie de France et Capitaine general des bombardiers » soit parfaitement documentée. Des recherches dans ces mêmes archives ont à nouveau été menées récemment par les annotateurs de la correspondance de Fénelon⁷¹. C'est en effet grâce à cette correspondance avec Fénelon, que Louis Camus Destouches avait connu à Cambrai en 1710, que la culture et les hautes qualités intellectuelles et morales de ce dernier sont connues depuis longtemps. Le seul véritable reproche qu'on ait jamais trouvé à lui faire est qu'il aimait la bonne chère... Il n'est sans doute pas inutile de remarquer que les lettres de Fénelon (nous n'avons pas celles de Camus Destouches) nous sont parvenues grâce à deux copies du XVIII^e siècle qui se trouvent à la BnF, le second ensemble étant compris dans un volume qui porte un ex-libris gravé de madame Du Châtelet, et la marque d'un autre possesseur, curé de Cirey⁷². Voltaire en avait donc eu connaissance.

Nous nous contenterons ici de citer les faits marquants de la carrière de Louis Camus Destouches pour la période 1717-1726 : il fut fait maréchal de camp par brevet du 8 mars 1718 et reçut la charge de directeur général des écoles d'artillerie, qu'on créa pour lui par commission du 14 février 1720⁷³. Il fut d'autre part dédommagé le 8 septembre 1719 de la suppression de son régiment de bombardiers, par l'attribution d'une pension de 12000 livres, et il reçut le « cordon rouge » (grade de Commandeur de l'ordre de St-Louis) le 21 décembre de la même année⁷⁴. Dans le nouveau régiment Royal-Artillerie dans lequel les Bombardiers avaient été incorporés, Camus Destouches était chargé du « département » comprenant « la Flandre, le Haynaut, la Picardie, l'Artois, la Champagne, l'Evesché et l'Alsace »⁷⁵.

71. *Correspondance de Fénelon*, éd. Jean Orcibal, Jacques Le Brun, Irénée Noye, Genève, Droz, tomes XIV-XV, 1992 et XVI-XVII, 1999.

72. BnF, n. a. fr. 6248 et ASS ms 2067, cité par Orcibal dont nous tenons les précisions indiquées.

73. Extrait d'une liste manuscrite établie par les archives du ministère de la Guerre en 1933 d'après la Chronologie de Pinard (tome VII, p. 5), à la demande du prince Poniatowski qui s'intéressait au père de D'Alembert. Service historique de la défense (SHD), dossier du chevalier Destouches 4Yd 1427.

74. *Journal du marquis de Dangeau, 1719-1720*, éd. E. Soulié et L. Dussieux, Paris Firmin Didot, tome XVIII, 1860, p. 120 et 188.

75. Favé, *Études sur le passé et l'avenir de l'artillerie*, Paris, Dumaine, 1863, tome 4, p. 72.

Grâce à sa substantielle pension, Louis pouvait aider sa tante et ses cousins germains Camus de Beaulieu, dont le père Germain Michel, ancien contrôleur général de l'Artillerie, était décédé en 1704, et dont les trois fils survivants⁷⁶, militaires réformés ou à la retraite, ainsi que l'une des quatre filles, mariée, avaient des difficultés financières. Au décès de Louis, Michel demanda la réversion de sa pension, moitié pour lui et moitié pour ses cousins. Pour que le roi puisse quand même faire des économies par rapport à la situation antérieure, le ministre accorda bien trois fois 2000 livres à chacun des cousins mâles, mais ne donna que 3000 livres à Michel sur les 6000 demandés⁷⁷ !

Dans son testament, Louis avait mentionné la différence de fortune entre son frère et sa nièce : « Je donne et lègue à Madame la Marquise d'Ecquevilly ma nièce trois mille livres une fois payées pour avoir une bague ; la priant de n'estre point blessée de la modicité de ce legs, et de comparer son opulence avec le peu de fortune de mon frere »⁷⁸. La marquise avait en effet fait un beau mariage dont le contrat avait été signé en 1714 par toute la cour, à Marly, à Versailles, à Sceaux et à l'hôtel de Conti à Paris⁷⁹.

On voit donc combien Louis et sa famille étaient considérés par le pouvoir. Louis était sans nulle doute un homme à qui l'on pouvait confier des missions délicates, et, pourquoi pas, des secrets d'État. C'était un être manifestement discret, et comme l'enfant de madame de Tencin n'avait que 9 ans quand lui-même est décédé, il était facile dès lors de lui en attribuer la paternité dans les conversations. Elle ne déshonorait personne, bien au contraire, et elle serait d'autant plus crédible que l'existence du legs de 1200 livres avait été vite connue.

Michel Camus Destouches (1671-1731), un tuteur attentionné

Bien que nous n'ayons pas trouvé trace d'une tutelle officielle, il est clair que, jusqu'à son décès, c'est Michel Camus Destouches qui a servi de tuteur à Jean [Baptiste Louis] d'Aremberg, puisqu'il s'est occupé de ses études, à la pension Berée tout d'abord, puis au Collège Mazarin pendant huit mois.

76. Le quatrième, lieutenant des Gardes françaises, était décédé.

77. SHD, dossier de Michel Camus Destouches, 5Yd 125.

78. Testament de Louis Camus Destouches du 29 juillet 1724, déposé le 11 mars 1726, AN, MC/ET/CV/1164.

79. Contrat de mariage de Marie Magdeleine Dumouceau de Nollant avec Augustin Vincent d'Ecquevilly, 18-23 avril 1714, AN, MC/ET/CV/958.

Michel, le troisième fils de Jacques Camus Destouches (1626-1679) « ancien conseiller d'Etat et Contrôleur de l'Artillerie de France », était, en 1717, Brigadier des armées du roi et contrôleur général de l'artillerie de France. Louis et Michel, qui habitaient ensemble au Petit Arsenal (paroisse St-Paul), étaient si proches l'un de l'autre que le 1^{er} avril de cette année-là, ils avaient signé devant notaire un acte de donation mutuelle au profit du survivant d'entre eux⁸⁰. Alors que les deux frères s'adressaient toujours au même notaire pour les actes les concernant, nous nous étonnons du fait que, si Louis avait dû partir en août pour des îles lointaines (la Martinique ou St-Domingue), il n'ait pas déposé de procuration.

Michel devant se marier en mars 1719, la donation mutuelle de 1717 avait été annulée en février. Michel avait en effet enfin décidé de prendre épouse, et voici comment Caumartin de Boissy, l'un des frères de la marquise de Balleroy⁸¹, conte l'affaire à cette dernière le 9 mars :

Le mariage du cadet Destouches fait ici grand bruit : il a épousé M^{lle} Miré (*sic*), avec 230 000 livres. Tout le monde les blâme tous deux. Pourquoi la famille de M^{lle} Miré marie-t-elle une fille de dix-sept ans, à qui l'on donne 230 000 livres, à un homme qui n'est plus jeune, qui a quitté le service et que tout le monde croit qu'il a autant et plus besoin du grand remède que quand il a passé ? Son frère le Canon⁸² en est au désespoir et le quitte⁸³. Voici ce qui a donné lieu au mariage.

Un jour qu'ils étoient à l'Opéra, le Canon dit au cadet : « Où soupez-vous, mon frère ? voulez-vous venir chez M^{me} de Vêrue⁸⁴ ? » Le cadet répondit : « Il est bien triste, avec 80 000 livres de rente dont nous jouissons, de n'avoir pas une ordinaire fondée, d'être obligé d'inviter à souper, ou d'aller demander son souper en ville. Il étoit résolu à se marier, si le Canon ne vouloit pas le faire. Sur cela, il se passa beaucoup de temps ; le Canon répondit toujours qu'il étoit résolu de n'en rien faire, qu'il étoit sûr de trouver toujours en ville bonne compagnie ou de la faire venir chez lui, qu'il ne vouloit pas avoir d'autre femme que lui, qu'une qu'il prendroit étrangeroit peut-être leurs amis ou ne leur conviendrait pas et les feroit

80. Donation mutuelle entre Louis et Michel Camus Destouches, 01-04-1717, AN, MC/ET/CV/1116.

81. Madeleine Charlotte Emilie Lefebvre de Caumartin (*ca* 1674-1749), épouse en 1693 de Jacques de la Cour, marquis de Balleroy. Son frère Caumartin de Boissy (1665-1722) est un de ceux qui avaient témoigné de la noblesse de Louis Camus Destouches en 1690 (*cf.* note 17).

82. C'est ainsi qu'on désignait couramment Louis à l'époque, pour le distinguer de son frère, sans doute en raison de ses hautes fonctions dans l'artillerie.

83. Louis va en effet quitter le Petit Arsenal pour une maison de la rue de Verneuil (paroisse St-Sulpice) où il habitera jusqu'à sa mort.

84. Jeanne Baptiste d'Albert de Luynes, comtesse de Verrue (1670-1736).

même enrager. A tous ces discours, le vénérable Chancreux répondit que, si son frère ne vouloit pas se marier, il se marieroit. Le Canon lui répondit qu'il pouvait bien faire ce qu'il voudroit, mais qu'il lui demandoit en grâce de ne point prendre une femme trop jeune ni de basse naissance, qu'il ne s'arrêtât pas au bien, mais surtout qu'il ne prît point une personne dont les biens fussent mal acquis. Il y a quelques jours que le Chancreux vint souper chez M^{me} de la Panoze, à laquelle il dit qu'il avoit vu une petite fille dans une loge avec sa mère et M^{me} Pallu ; qu'elle lui avoit parue assez jolie, que pour peu qu'elle ait de bien, il la prioit d'en parler à M^{me} Pallu et de lui faire épouser. Cette grâce a été exaucée. Il a cinquante ans. M. Miré est un avocat qui a gagné son bien dans les consignations. Destouches, mécontent de la naissance et de l'origine des biens, a résolu de s'en séparer ; il n'a voulu ni assister au mariage ni signer au contrat⁸⁵.

Manifestement, le marquis de Boissy n'était pas invité à la noce car il y aurait certainement rencontré Louis qui, dans les faits, fut le premier témoin à signer le contrat⁸⁶ (Figure 7) !

Figure 7. Les premières signatures au bas du contrat de mariage du 01-03-1719 de Michel Camus Destouches avec Jeanne Mirey, celles des deux frères Louis (à gauche) et Michel (à droite) en tête
AN, MC/ET/LXXXVIII/458

85. Édouard de Barthélémy, *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, Paris, Hachette, 1883, tome 2, p. 36-38. Précisons que les notes de cette édition relatives à ce passage sont largement erronées.

86. Contrat de mariage entre Michel Camus Destouches et Jeanne Mirey, 01-03-1719, AN, MC/ET/LXXXVIII/458.

Figure 8. Le passage du testament de Michel Camus Destouches concernant sa fille naturelle
03-05-1727, AN, MC/ET/CV/1174

Michel avait bien sûr pas mal vécu avant son mariage. Il avait même eu une fille, dont il n'avait pas caché l'existence à son épouse. Dans son testament rédigé en 1727, il écrit en effet (Figure 8) :

Je recommande a madame Destouches ma femme Jeanne Michel Destourelles, née le 5 : 7bre : 1715 : et baptisée a St Nicolas Des Champs elle scayt mon secret, et m'a promis d'en avoir soins, Je luy laisse cinq cent livres de pensions viageres en cas qu'avant ma mort je n'aye point pourveu a son établissement, soit en la mariant, ou en la faisant religieuses, auquel cas la donations cy dessus devient nul⁸⁷.

Avec Jeanne Mirey, Michel avait eu quatre enfants : Louis Michel (ca 1720-1741), qui deviendra sous-lieutenant des Gardes françaises et lieutenant des Chasses de la Capitainerie de Livry⁸⁸, Adélaïde Marie (ca 1722-1799), qui épousera Paulin Gabriel Prondre de Guermantes en 1737, et dont l'histoire est bien documentée grâce au remarquable ouvrage de Suzanne Vernes⁸⁹, Charles (ca 1727-1736), mort alors qu'il était pensionnaire au collège Louis-le-Grand⁹⁰, et Angélique Jeanne (1730-1768), qui épousera en 1746 Charles Dutroussel d'Hericourt d'Obsonville, lieutenant au régiment des Gardes françaises, en la chapelle du château de Blancmesnil.

87. Testament de Michel Camus Destouches en date du 03-05-1727, déposé le 25 mai 1731, AN, MC/ET/CV/1174.

88. Extrait du registre mortuaire de l'église de St-Merry en date du 07-10-1741, déposé le 20-04-1742, AN, MC/ET/CV/1196. Comme son père, Charles Michel a été inhumé dans l'église St-Séverin, auprès de ses ancêtres.

89. Suzanne Vernes, *Guermantes de Louis XIII à nos jours*, Paris, Ferenczi, 1961.

90. Extrait du registre mortuaire de l'église de St-Benoist en date du 29-04-1741, AN, MC/ET/CV/1196.

Le Salon de Blancmesnil

À cette époque, le château⁹¹ de ce petit village de quelque seize feux, situé au nord-est de la capitale, n'appartenait plus aux Lamoignon. Les futurs parents de Malesherbes (1721-1794), l'avaient en effet vendu en 1719⁹² aux parents de Jeanne Mirey, à savoir Pomponne Mirey, « Conseiller secrétaire du Roy Maison couronne de France, l'un des quatre anciens servant près sa cour de Parlement » et son épouse Elizabeth Severt.

L'acte de vente est malheureusement très succinct en ce qui concerne le « chateau entouré de fosses parc et enclos dans lequel il y a un potager, une futaye moderne et de petits bosquets plantés depuis quelques années et quelques prés ». L'inventaire après décès de Pomponne Mirey, dressé en 1740⁹³, ne nous en apprend guère plus car n'y sont inventoriés « Dans la grande salle du château de Blancmesnil par bas » que « douze chaises couvertes de moquette et une table a manger prisées 18 livres » et « dans une autre salle a costé quatre fauteuils de comodité, trois couverts de tapisserie et un de velours rayé prises 16 livres ».

Cependant, « la carte Delagrive (1740) le figure comme un bâtiment de 45 m de long sur 10 m de large faisant retour à angle droit vers l'avant aux deux extrémités »⁹⁴ et, en 1755, l'abbé Lebeuf indique que « Le Château est bas mais solidement bâti & soutenu de quatre pavillons couverts d'ardoise »⁹⁵.

C'est après le décès de son mari, receveur des consignations depuis 1708, et qui avait aussi acheté le château des Ternes où il est mort⁹⁶, qu'Elisabeth Severt avait rénové le château (en y adjoignant en particulier une orangerie⁹⁷) où elle tenait régulièrement salon depuis longtemps, ce dont le duc de Luynes nous fait écho le 28 janvier 1757 en annonçant, par erreur⁹⁸, le décès du beau frère de Jeanne Mirey :

91. Château dont l'histoire a jusqu'à maintenant été extrêmement mal documentée.

92. Contrat de la terre de Blancmesnil passé entre Guillaume de Lamoignon et Anne Elisabeth Roujault d'une part, et Pomponne Mirey et Elisabeth Severt d'autre part, 15-12-1719, AN, MC/ET/CXII/489bis.

93. IAD de Pomponne Mirey, 09-05-1740, AN, MC/ET/LXXXVII/936.

94. Description donnée sur le site en ligne du service du patrimoine culturel de la Seine-St-Denis, où la période d'occupation des Mirey est ignorée.

95. Abbé Lebeuf, *Histoire du diocèse de Paris*, Paris, Prault, Paris, tome 6, 1755, p. 268.

96. En tant que « seigneur de ce lieu » le décès de Pomponne Mirey au château des Ternes le 21-04-1740 a été reporté dans le registre paroissial de Blancmesnil, aujourd'hui conservé aux archives municipales de la commune.

97. Document aulnaysien cité par Albert Galicier, *Histoire anecdotique de Blanc-Mesnil*, Édition Mairie du Blanc-Mesnil, 1973, p. 71

98. Erreur qu'il rectifie dans une note du 4 février 1757.

M. de Marcouville, capitaine de gendarmerie, est mort. Il avoit épousé M^{lle} Miret⁹⁹ (*sic*), fille de M. Miret des consignations, homme fort riche [...] M^{me} Miret avoit une fille aînée qui est vivante aussi bien que M^{me} de Marcouville. Cette fille aînée avoit épousé M. Destouches, grand joueur, qui alloit chez M^{me} la Duchesse [de Berry] et partout. Il étoit frère de Destouches-Canon. [...] M^{me} Miret est très vieille, elle est sœur de M. Severe (*sic*), conseiller au Parlement [...] M^{me} Miret a acheté de M. le chancelier¹⁰⁰ la terre de Blancmesnil et le Bourget. Elle y a fait bâtir un château superbe où il y a trente appartements très-bien meublés et ornés. Le parc est très beau ; elle y passe presque toute l'année. Elle vient seulement à Paris au commencement du carême et y reste jusqu'à la Pentecôte. Elle a une belle maison vis-à-vis le cul-de-sac d'Argenson¹⁰¹ ; elle loge ses filles et M. Severe avec elle. M^{me} Destouches ne la quitte jamais, non plus qu'une partie de sa famille. Elle a toujours 25 ou 30 personnes habitant chez elle et autant qui y viennent dîner de Paris et s'en retournent, n'y ayant pas plus de deux lieues. Elle fait la plus grande et la meilleure chère, elle enlève toutes les marées de la halle ; elle a beaucoup d'amis et en mérite¹⁰².

Comme on le voit, Blancmesnil était un lieu de réunion important pour ceux qui fréquentaient les salons parisiens, mais on s'y retrouvait aussi « en famille ». C'est là que certaines fêtes avaient lieu, comme le mariage d'Angélique Jeanne avec Charles Dutroussel d'Hericourt, célébré le 22 novembre 1746 dans la « chapelle domestique »¹⁰³ par l'évêque de Troyes (Mathias Poncet de la Rivière), cousin de la mariée, mariage annoncé dans le *Mercur*¹⁰⁴. Le marié était le fils des défunts Benigne Dutroussel d'Hericourt, conseiller du roi, maître ordinaire en sa Chambre des Comptes, et Marguerite Bouzitat de Courcelles. Ses témoins étaient ses frères, Benigne Jerome (1691-1770), seigneur du Boulay, conseiller du roi et conseiller d'honneur en son parlement de Provence, et François Benigne (1703-1761), ancien commissaire général de la Marine, conseiller du roi et abbé commandataire de Tonnerre. Les témoins de la mariée étaient sa grand-mère Severt, veuve Mirey, « dame du Blancmesnil », et son beau-frère Prondre de Guermantes. Sur le

99. Elisabeth, sœur de Jeanne.

100. Guillaume de Lamoignon est devenu chancelier de France en 1750.

101. Au début de la rue Vieille-du-Temple, paroisse St-Paul.

102. *Mémoires du duc de Luynes sur la cour de Louis XV*, éd. L. Dussieux et E. Soulié, tome 15 (1756-1757), Paris, Didot, 1864, p. 385-386.

103. Acte de mariage de Charles Dutroussel d'Hericourt avec Angélique Jeanne Camus Destouches, 22-11-1746, registre paroissial de Blancmesnil, archives municipales du Blanc-Mesnil.

104. *Mercur de France*, 1746 (décembre) p. 213.

contrat de mariage qui avait été passé la veille à Paris¹⁰⁵ figuraient bien sûr un plus grand nombre de signatures dont celles de Marie Antoinette Louise Duché (1721-1797), épouse de Benigne Jerome Dutrousset depuis 1741¹⁰⁶, François Louis Pantaléon Dutrousset (1722-1792), lieutenant aux Gardes françaises, neveu du marié, Adélaïde Marie Camus Destouches, sœur de la mariée, le marquis d'Ecqueville et sa belle-fille Honorée de Joyeuse, ainsi que les trois cousins Camus de Beaulieu dont il a déjà été parlé.

Même s'ils ne signent pas, nous pensons que D'Alembert et son ami Duché (Jacques Joseph Marie Xavier, 1724-1801), frère de Marie Antoinette Louise, étaient présents, car nous savons par la correspondance de D'Alembert qu'ils étaient des habitués de Blancmesnil¹⁰⁷, et qu'ils fréquentaient les Dutrousset d'Hericourt, là, au nord-est de Paris, comme au Boulay (qui dépendait de la paroisse de Souppes-sur-Loing), à 80 km au sud.

D'Alembert étant à Blancmesnil le 19 septembre 1749, on peut se demander s'il n'y était pas encore le 1^{er} octobre¹⁰⁸, jour de l'enterrement, dans le chœur de l'église, de Marie Jeanne Félicité Dutrousset d'Hericourt, décédée à l'âge de 23 ans « chez Madame Mirey en son château dudit Blancmesnil »¹⁰⁹. L'une des sœurs de François Louis Pantaléon Dutrousset, elle était la fille de défunt Louis Dutrousset, lieutenant de Marine à St-Domingue mort à Paris en 1738, et de Elisabeth Adrienne Perine de Breda qui était restée au Cap Français (où elle mourra en 1754). Il n'est sans doute pas inutile de mentionner ici qu'après la perte de son premier époux, Elisabeth de Breda avait épousé Bernard De Gua de Malves (*ca* 1708-1744), Major au Cap Français, et frère de l'abbé qui était à l'origine, d'après le baron de Zach, du surnom « D'Alembert » ! Nous ne savons pas si Jean Paul De Gua fréquentait le salon de Blancmesnil, mais nous savons qu'entre 1737 et 1741, Charles Dutrousset, son beau-frère à la mode de Bretagne, habitait précisément rue Michel-le-Comte, comme D'Alembert, et la rue n'est pas si longue...

105. Contrat de mariage Dutrousset-Camus Destouches, 21-11-1746, AN, MC/ET/LXXXVI/976.

106. Contrat de mariage Dutrousset-Duché, 09-10-1741, AN, MC/ET/LXXXVIII/577.

107. *Œuvres complètes de Jean Le Rond D'Alembert, Inventaire analytique de la correspondance 1741-1783*, Paris, CNRS, Vol. V/1 (2009), lettres 49.08, 49.09, 51.14, 51.15, 53.15, 53.18.

108. Les vacances de l'Académie des sciences allaient du 8 septembre au 11 novembre.

109. Registre paroissial de Blancmesnil, archives municipales du Blanc-Mesnil.

À ce stade des liens familiaux, il nous faut aussi préciser que les Dutroussel descendaient d'un certain Jacques Dupré, dont la fille Marie avait épousé Henri Dutroussel – père de Jean Baptiste Henry Dutroussel de Valincourt (1653-1730), de l'Académie française, et de Benigne Dutroussel d'Hericourt (*ca* 1655-1733) – ; et dont le fils Nicolas était le père de Nicolas François Dupré de St-Maur (1695-1774). C'est l'épouse de ce dernier (née Marie Marthe Alleon), qui tenait salon avec sa mère... rue Michel-le-Comte.

Pour nous, il ne fait pas de doute que le salon de Blancmesnil a servi de tremplin à D'Alembert pour être introduit dans les autres salons parisiens, et que c'est là qu'il a fait les premières rencontres déterminantes pour sa carrière.

C'est en 1758 que l'ère Mirey de Blancmesnil s'est terminée. Alors que la « très vieille madame Mirey » achetait encore des maisons dans le village en 1752, elle s'était ensuite retirée au monastère de l'Abbaye aux Bois, rue de Sèvres et, le 16 septembre 1757, elle signait un acte de délaissement de ses biens à ses filles¹¹⁰. Le 30 octobre de l'année suivante, ses filles vendaient le château de Blancmesnil¹¹¹ à Guillaume Armand François de Gourgues (dont la mère était Louise Claire de Lamoignon) et dame Elisabeth Olive de Lamoignon, tous deux mineurs émancipés par mariage. Le domaine revenait donc, par les femmes, aux Lamoignon. Comme les meubles étaient vendus avec le château pour la somme de 41 273 livres, nous en avons un inventaire précis pièce par pièce, et cet état des lieux nous confirme les dires du duc de Luynes quant à la décoration soignée et à la capacité de logement, puisque nous n'y décomptons pas moins de dix-huit appartements comportant chacun, au moins, chambre à coucher, garde robe de domestique et garde robe de propreté. En effet, après la cave et les bûchers, nous trouvons¹¹², au rez-de-chaussée : la cuisine, l'office, l'arrière-office, la pâtisserie, l'appartement de Madame, la chambre du maître d'hôtel, un appartement dans l'aile droite, un vestibule et la salle à manger, le salon, un appartement au bout du salon ; à l'entresol : un appartement dans l'aile gauche, avec une petite chambre supplémentaire, un autre dans l'aile droite et dans ce même entresol, les chambres des femmes de Madame et la chambre du cuisinier ; au premier étage : un appartement dans l'aile gauche et une chambre au bout de cette aile, un appartement au bout du corridor,

110. Convention entre Elizabeth Christine Severt, veuve Mirey, et ses filles, 16-09-1757, AN, MC/ET/LXXXVII/1042.

111. Vente du château de Blancmesnil, par Jeanne et Elizabeth Mirey, à Guillaume Armand François de Gourgues et son épouse, 30-10-1758, AN, MC/ET/CXII/572.

112. État des meubles du château de Blancmesnil, 30-10-1758, AN, MC/ET/CXII/572.

dit « chambre jaune », un appartement au-dessus du salon dit « chambre verte », un appartement dit « chambre à niche », un autre dit chambre à baldaquin », un autre au bout du corridor côté du midi, et une chambre au bout de l'aile droite, un appartement dans l'aile droite ; dans le corridor de la mansarde : un appartement au bout du côté du midi, et une petite chambre en vis-à-vis, quatre appartements, un autre au bout du corridor côté nord avec une petite chambre vis-à-vis. À tout cela, il fallait encore ajouter la salle du billard, la chapelle, le pavillon du coin de la cour au couchant pour les gens de livrée, le corps de logis de la Basse cour où se trouvait en particulier la chambre des enfants¹¹³, celle de la sous gouvernante, celle des cochers, celle des garçons d'office, celle des garçons de cuisine et celle du postillon. Il y avait enfin le « pavillon de la Serre ».

Madame Mirey n'est décédée qu'en 1769, en la maison des dames du Grand St-Chaumont à Paris, paroisse St-Nicolas des Champs¹¹⁴.

*La vie parisienne du duc Léopold Philippe Charles Joseph
d'Arenberg (1690-1754) entre 1715 et 1720*

On lit souvent qu'on a « proposé » à Jean le Rond, dans son enfance, de s'appeler d'Arenberg, comme si un enfant avait le choix de son patronyme ! Mais pourquoi lui a-t-on *imposé* ce nom ?

Si l'enfant devait rester « enfant trouvé », donc abandonné, il n'y avait pas lieu de lui donner un autre nom que son nom de baptême, l'acte baptismal faisant fonction d'état civil depuis l'édit de Villers-Cotterêts de 1539. Mais l'enfant a été « rendu à ses parents »¹¹⁵, et si on lui a donné un autre nom, n'était-ce point tout simplement celui de son père ? Nous voilà donc sur la piste de la famille « d'Arenberg » qu'à notre connaissance, seul Gianfranco Dioguardi a sérieusement proposée, tout en regrettant ne n'avoir point les moyens de l'instruire¹¹⁶. En effet, comment aurait-il été possible, sans une bonne raison, « d'imposer » à l'enfant le nom même¹¹⁷ d'un prince qui se trouvait justement à Paris à ce moment-là ?

113. Angélique Jeanne Camus Destouches avait deux filles nées à Paris en 1750 et 1751, et un fils né et baptisé à Blancmesnil en 1752.

114. IAD d'Elizabeth Christine Severt, 01-02-1769, AN, MC/ET/LXXXVII/1118.

115. Cf. réf 4.

116. Gianfranco Dioguardi, *Dossier Diderot*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2003, p. 65-87.

117. Le nom de la famille d'Arenberg est le plus souvent écrit « d'Arenberg », dans les actes notariés ou ouvrages anciens. Nous adopterons ici l'orthographe « d'Arenberg » qui est celle utilisée par les ducs eux-mêmes.

Pour étayer l'hypothèse d'une éventuelle paternité du duc Léopold Philippe Charles Joseph d'Arenberg, nous avons cherché à savoir si son emploi du temps et ses fréquentations étaient compatibles avec les événements. Nous pensons que ceux que l'idée avait peut-être effleurés ont tout de suite pensé qu'en 1717-1718, le duc était ailleurs, en campagne militaire austro-turque avec le prince Eugène de Savoie. Cela est exact, mais pas sur toute la durée, et ils ont manifestement oublié le temps, pourtant légendaire et propice, du « repos du guerrier » !

Né en 1690, ayant perdu son père l'année suivante, c'est à l'âge de 10 mois que Léopold Philippe devint duc régnant, et c'est Charles II d'Espagne qui le fit chevalier de la Toison d'or en 1700. Il disposait d'une fortune considérable. En 1701, au moment de la guerre de succession d'Espagne, le duc prit le parti des ennemis de Louis XIV. Le 11 septembre 1709, alors qu'il servait l'archiduc Charles de Habsbourg, il fut blessé à la bataille de Malplaquet, près de Cambrai. En novembre suivant, il était fait Grand bailli du Hainaut. « En 1711, l'archiduc Charles devenait empereur sous le nom de Charles VI. Il nomma le duc Léopold-Philippe « général de bataille », c'est-à-dire maréchal de camp et, en cette qualité, celui-ci alla en 1713 servir dans l'armée du Rhin, mais en 1714 la paix fut enfin signée entre l'empire et la France¹¹⁸ et le duc Léopold Charles Philippe se rendit à Paris », écrit Jacques Descheemaeker dans son ouvrage sur la maison d'Arenberg¹¹⁹. Mais l'auteur reconnaît ensuite qu'il ne sait pas à quelle date, et qu'il n'a pas beaucoup d'informations sur ce séjour. Prenons donc le relais, et appelons les horlogers de renom à notre secours.

C'est en effet Julien Le Roy, horloger, membre de la Société des Arts, qui, nous rapporte les faits dans un *Memoire* qu'il publie à la suite de la réédition qu'il fait en 1737 de l'ouvrage d'Henry Sully, « horloger de Monseigneur le Duc d'Orléans. De la Société des Arts ». Le Roy a bien connu Sully (ca 1680-1728) qui avait fait son apprentissage en Angleterre où il était né, et Le Roy tient à lui rendre hommage. Écoutons-le :

Ses conversations le firent goûter à Vienne de plusieurs seigneurs : le Prince Eugène, le duc d'Arenberg & le Comte de Bonneval, furent ceux qui lui voulurent le plus de bien ; ils l'emmenèrent à l'Armée sur le Rhin, où il eût soin de leurs montres [...]. La Paix faite entre l'Empereur et le Roy de France, détermina M. le duc d'Arenberg à venir à Paris ; il voulut s'acquérir Mr. Sully par des marques de sa générosité, il lui fit une pension

118. Traité de Rastatt, signé le 6 mars 1714.

119. Jacques Descheemaeker, *Histoire de la Maison d'Arenberg d'après les archives françaises*, Neuilly, 1969, p. 180.

de six cents livres, l'emmena à Paris & lui donna un appartement à l'Hôtel d'Ansac, vis-à-vis la rue S. Benoist, où il vint descendre à son arrivée d'Allemagne. Les bienfaits & les marques d'estime que Mr. le Duc d'Aremberg donnoit à son nouveau Pensionnaire, ne lui firent point oublier l'Horlogerie [...]. Les fréquentes visites qu'il me rendoit, & le plaisir mutuel que nous trouvions à parler ensemble de notre Art, dans lequel je le trouvois fort habile, parce qu'il venoit quelquefois raccommoder chez moi les Montres de Mr le Duc d'Aremberg, ou celles de ses amis, nous lièrent si bien d'amitié qu'il en prit l'occasion de lui faire la Montre décrite dans son Livre. A quelque tems de-là M. le Duc d'Aremberg alla demeurer au Cloître de St Germain l'Auxerrois : Mr Sully l'y suivit, & devint amoureux d'une Demoiselle de ce Quartier-là¹²⁰.

Le Roy ne nous ment pas, car les notaires confirment ses dires. En effet, nous savons que le duc était à Paris dès le 1^{er} août 1715¹²¹. Puis, le 15 septembre 1715, « Tres haut et tres puissant Prince Monseig. Leopold Philippe Charles Joseph duc d'Aremberg, d'Arscot et de Croy, chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Grand d'Espagne de la premiere classe, général de bataille au service de l'Empereur », signe un bail de location pour huit ans, à partir du Noël prochain, avec Antoine Legrand, marchand de grain, de « deux chambres de plain pied au premier étage d'une maison située quai de l'Escolle »¹²². Il loge alors rue Jacob à l'hôtel d'Ansback. Quatre jours plus tard, il donne une procuration à son premier homme de chambre Theodore Frantzen pour signer le 4 octobre suivant avec Pierre Maurice Harenger, chanoine de St-Germain l'Auxerrois, un bail de location de 6 ans à compter du 1^{er} octobre. Ce bail annuel de 3000 livres (porté à 3750 livres si le roi [de France] vient à Paris), mobilier compris, concerne une partie de la « maison appelée des arcades » située cloître St-Germain-l'Auxerrois, maison « ci-devant occupée par feu le marquis de Rotelin¹²³ dernier locataire des lieux », consistant en :

vestibule, grande antichambre, chambre et garderobe ayant vue sur ledit cloistre, et sur laditte garderobe est une autre garderobe en entresolle, plus, en double sur le quay de l'Escolle du costé de la Rivière, une petite chambre en salon, un cabinet lambrissé et doré de mesme grandeur que

120. Julien Le Roy, « Memoire pour servir à l'Histoire de l'Horlogerie, depuis 1715. jusqu'en 1729 » in Henri Sully, *Regle artificielle du temps*, Paris, Dupuis, 1737, p. 381-391.

121. Acte notarié insinué par la cour féodale du Brabant, cité par Louis Galesloot, *Inventaire des archives de la cour féodale de Brabant*, Bruxelles, 1870, vol. 1, p. 114.

122. Bail du 29-09-1715, AN, MC, ET/XXVII/99.

123. Philippe, marquis de Rothelin, comte de Moussi, est mort le 25 août 1715 à l'âge de 37 ans (Moréri, *Dictionnaire*, Paris, Vincent, tome 5, p. 386).

ledit salon le tout ayant cinq croisees et un grand balcon sur le quay, plus au dessus de cet appartement un passage conduisant a un office cuisine deux chambres y tenantes et un petit cabinet au dessus de l'escalier, plus au dessus les chambres des domestiques en galdas ou l'on monte par un escalier de meusnier, plus une desserte vestibulle et lieux communs et ayant issu sur ledit quay et une cour dans le cloistre¹²⁴.

En mai 1716, le duc est nommé lieutenant général des armées impériales, et il participe alors à la guerre austro-turque avec le Prince Eugène de Savoie. Le 5 août de cette année, à la bataille de Petrivaradin, en Hongrie, il est à la tête d'un régiment d'artillerie¹²⁵ et le 1^{er} septembre, il est sous les ordres du prince Alexandre de Wirtemberg à Temeswar¹²⁶. Au cours du siège de Temeswar, le 22 septembre 1716, il est « légèrement blessé ce jour-là au visage, mais sans aucune gravité »¹²⁷. Le 14 octobre suivant, la capitulation des Turcs est signée.

Le 28 janvier 1717, soit une vingtaine de jours avant la conception de D'Alembert, le duc est de retour à Paris puisqu'il y signe (Figure 9) un bail de location pour neuf années, à partir du 1^{er} janvier, avec Antoine Legrand marchand de grain, de « dépendances d'une maison scise quay de l'Ecolle » à scavoir « une salle, une ecurie attenante, trois chambres dessus de plain pied au premier etage avec un petit passage qui donne sur la montée », à raison de 900 livres de loyer annuel, et résilie le bail du 23 septembre 1715, désigné ci-dessus, qui ne portait que sur la location de deux de ces chambres¹²⁸.

Figure 9. La signature du duc d'Arenberg le 28-01-1717
AN, MC, ET/XXIV/582

124. Bail de location du 27-09-1715, AN, MC, ET/XXIV/574.

125. *Campagnes de Monsieur le Prince Eugene en Hongrie et des generaux venitiens dans la Morée pendant les années 1716 & 1717*, Lyon, Thomas Amaulry, 1718, tome 1, p. 44.

126. *Ibid.*, tome 1, p. 66.

127. *Ibid.*, tome 1, p. 95.

128. Bail de location du duc d'Arenberg du 28-01-1717, AN, MC, ET/XXIV/582.

Le 5 mars 1717, la comtesse de Bonneval écrit : « Madame d'Arenberg brille infiniment ici par sa figure, mais plus encore par sa vertu ; elle a été trouvée charmante à la fête de madame la duchesse de Berry¹²⁹, où elle était priée »¹³⁰. Madame d'Arenberg, c'est Marie Françoise Caroline Philippine Pignatelli (fille du duc de Bisache et de Marie Claire Angélique d'Egmont), épouse du duc d'Arenberg depuis le 29 mars 1711. De leur union, une fille était déjà née à Bruxelles, en 1714.

Le 4 mai 1717, le peintre Watteau signe à Paris un reçu certifiant que M. Bureau de Saint-André lui a versé la somme de 200 livres pour deux tableaux qu'il a faits pour son Altesse le duc d'Arenberg¹³¹ qui, le 15 mai, est nommé Lieutenant général pour l'armée de Hongrie par l'Empereur Charles VI¹³². Le 19 juin, le duc se trouve en deuxième ligne, aile droite de l'infanterie, et le 16 août, il participe à la bataille de Belgrade¹³³.

Le 20 octobre 1717, le marquis de Dangeau signale l'arrivée de Bruxelles du duc de Bisache et de sa fille Marie Françoise Pignatelli, pour le mariage du jeune frère de cette dernière, le comte d'Egmont (âgé de 14 ans) avec Henriette Julie de Durfort de Duras¹³⁴. Le contrat de mariage est signé le 22 novembre 1717 par toute la cour (le roi de France ; la duchesse douairière de Berry, fille du Régent ; la Palatine, mère du Régent ; le Régent, son épouse et leur fils le duc de Chartres ; la princesse Anne Palatine de Bavière, veuve du prince de Condé ; la princesse douairière de Conti ; le prince de Conti et son épouse), puis, le 24, par la famille, prince de Bisache et duchesse d'Arenberg en première ligne, et de grands noms tels Rohan, Ventadour, Mazarin, Lauzun, Noailles, Roye de la Rochefoucauld. Cité avec tous ses titres en tant qu'époux de la sœur du marié, le duc d'Arenberg n'est manifestement pas encore rentré à Paris puisque son paraphe ne figure pas sur le précieux document¹³⁵, établi six jours après la naissance de Jean Le Rond.

L'année 1717 est aussi celle où l'horloger Sully dédie son ouvrage au duc.

129. Il s'agit de la fille du Régent.

130. Lettre du 5 mars 1717 de la comtesse de Bonneval à son mari, in *Œuvres choisies, littéraires, historiques et militaires du Maréchal Prince de Ligne*, Genève, Paschoud, tome 1, 1809, p. 326.

131. Édouard Laloire, « Une quittance signée Watteau », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, janvier 1922, p. 116-118.

132. *Campagnes de Monsieur le Prince Eugene*, tome 2, p. 111.

133. *Ibid.* p. 314-315.

134. *Journal du marquis de Dangeau, 1717-1719*, éd. E. Soulié et L. Dussieux, Paris Firmin Didot, tome XVII, 1859, p. 173.

135. Contrat de mariage Egmont-Durfort de Duras, 22 et 24-11-1717, AN, MC/ET/IV/397.

Le duc revient vraisemblablement à Paris peu après le mariage de son beau-frère, mais il doit à nouveau quitter la capitale le 11 mai 1718, alors que Jean d'Arenberg, notre futur encyclopédiste, allait précisément atteindre l'âge de six mois :

Le duc d'Arenberg, qui avoit reçu les ordres de partir ces jours passés, est parti aujourd'hui pour aller servir dans l'armée de l'empereur ; il y est lieutenant général. La duchesse d'Arenberg, sa femme, partira à la fin de la semaine pour retourner en Flandre ; elle laisse une très-bonne réputation ici, où sa personne et ses manières ont fort plu à tout le monde¹³⁶.

Le 1^{er} juin, le duc est à Petrivaradin, avec le Prince Eugène¹³⁷. Le 23 novembre suivant, Charles VI signe un décret à Vienne réunissant le gouvernement de Mons au grand bailliage du Hainaut, avec le duc à sa tête¹³⁸.

Le 11 avril 1719, le duc fait son entrée solennelle à Mons, et l'opéra intitulé *Le retour des plaisirs* est spécialement composé pour l'événement¹³⁹. Nous ne le retrouvons à Paris qu'en septembre, au moment de la mort de l'avocat Nigon et des incidents qui eurent lieu à cette occasion (*cf. infra*), puis le 20 octobre, quand il fait une donation sous forme de rente à vie à son maître d'hôtel Jean Azema¹⁴⁰.

Le 20 janvier 1720, le duc annule la rente précédente¹⁴¹ ; le 21 avril, il signe le bail de location d'un hôtel rue du Bac¹⁴² ; le 13 mai il atteste un mémoire de 28053 livres de pièces d'orfèvrerie au sculpteur et orfèvre du roi Thomas Germain¹⁴³ ; le 4 juillet, il résilie le bail de location de la maison des Arcades (à partir du 1^{er} octobre 1720) ; le 3 août, il résilie (également à partir du 1^{er} octobre 1720), celui des chambres signé en 1717 ; et le 14 septembre, il constitue une rente à son avocat Philippe

136. *Journal du marquis de Dangeau*, tome XVII, p. 307.

137. Lettre du Prince Eugène à l'abbé Dubois citée dans le *Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie*, 1844, p. 235.

138. Georges Martin, *Histoire et généalogie des maisons de Ligne et d'Arenberg*, Lyon, 2003, tome 2, *Maison d'Arenberg*, p. 46.

139. Hyppolyte Rousselle, *Bibliographie montoise, Annales de l'imprimerie à Mons depuis 1580 jusqu'à nos jours*, Mons, Masquillier, 1868, p. 399.

140. Donation (pension viagère à vie) du duc d'Arenberg à Jean Azema, 20-10-1719, AN, MC, ET/XXIV/594.

141. Annulation de la rente précédente, même référence.

142. Bail de location entre le duc d'Arenberg et David Modenx de St-Wast, 21-04-1720, AN, MC, ET/XXIV/599.

143. Quittance du duc d'Arenberg à Jean Germain, orfèvre, pour façon de plusieurs ouvrages de vaisselle d'argent, 13-05-1720, AN, MC, ET/XX/468. Les livraisons avaient eu lieu les 15 août et 2 novembre 1716, 8 janvier, 15 mars, 10 juillet, 25 octobre 1717, 12 janvier, 20 septembre 1718 et 28 août 1719.

Antoine Fleur¹⁴⁴. Même s'il est encore locataire de sa maison rue du Bac en 1722¹⁴⁵, il réside alors dans le Hainaut, à Enghien où une deuxième fille lui est née le 3 septembre 1719.

Quand nous avons évoqué le « repos du guerrier », ce n'était pas une figure de style. En effet, le marquis de Dangeau affirme qu'en 1716, le duc était l'amant de l'épouse du marquis de Courcillon, blessé comme lui à la bataille de Malplaquet en 1709¹⁴⁶. Mais nous avons une preuve encore plus précise de la vie quelque peu dissolue du duc à Paris, et c'est Voltaire lui-même qui nous la donne dans sa fameuse *Épître au duc d'Aremberg*, qu'on peut exactement dater de la période comprise entre le 1^{er} octobre 1715, date de l'emménagement du duc dans la maison des Arcades, et le 20 septembre 1719, date de la mort de Philippe Egon de Courcillon, et assez probablement, d'après ce que nous venons de voir, de mai 1718. En voici le texte :

D'Aremberg, où vas-tu ? Penses-tu m'échapper ?
 Quoi ! tandis qu'à Paris on t'attend pour souper,
 Tu pars, et je te vois, loin de ce doux rivage,
 Voler en un clin d'oeil aux lieux de ton bailliage !
 C'est ainsi que les dieux qu'Homère a tant prônés
 Fendaient les vastes airs de leur course étonnés,
 Et les fougueux chevaux du fier dieu de la guerre
 Franchissaient en deux sauts la moitié de la terre.
 Ces grands dieux toutefois, à ne déguiser rien,
 N'avaient point dans la Grèce un château comme Enghien ;
 Et leurs divins coursiers, regorgeant d'ambrosie,
 Ma foi, ne valaient pas tes chevaux d'Italie.
 Que fais-tu cependant dans ces climats amis
 Qu'à tes soins vigilants l'empereur a commis ?
 Vas-tu, de tes désirs portant partout l'offrande,
 Séduire la pudeur d'une jeune Flamande,
 Qui, tout en rougissant, acceptera l'honneur
 Des amours indiscrets de son cher gouverneur ?
 La paix offre un champ libre à tes exploits lubriques :
 Va remplir de cocus les campagnes belgiques,
 Et fais-moi des bâtards où tes vaillantes mains
 Dans nos derniers combats firent tant d'orphelins.
 Mais quitte aussi bientôt, si la France te tente,
 Des tétons du Brabant la chair flasque et tremblante,

144. Constitution de rente viagère à l'avocat Fleur, 14-09-1720, AN, MC/ET/XXIV/601.

145. Déclaration en forme de protestation, 19-08-1722, AN, MC/ET/LXXXVIII/481.

146. *Journal du marquis de Dangeau*, tome XVII, p. 457.

Et, conduit par Momus et porté par les Ris,
 Accours, vole, et reviens t'enivrer à Paris.
 Ton salon est tout prêt, tes amis te demandent ;
 Du défunt Rothelin les pénates t'attendent.
 Viens voir le doux La Faye aussi fin que courtois,
 Le conteur Lasseré, Matignon le sournois,
 Courcillon, qui toujours du théâtre dispose,
 Courcillon, dont ma plume a fait l'apothéose,
 Courcillon qui se gâte, et qui, si je m'en croi,
 Pourrait bien quelque jour être indigne de toi.
 Ah ! s'il allait quitter la débauche et la table,
 S'il était assez fou pour être raisonnable,
 Il se perdrait, grands dieux ! Ah ! cher duc, aujourd'hui
 Si tu ne viens pour toi, viens par pitié pour lui !
 Viens le sauver : dis-lui qu'il s'égare et s'oublie,
 Qu'il ne peut être bon qu'à force de folie,
 Et, pour tout dire enfin, remets-le dans tes fers.
 Pour toi, près l'Auxerrois, pendant quarante hivers,
 Bois, parmi les douceurs d'une agréable vie,
 Un peu plus d'hypocras, un peu moins d'eau-de-vie¹⁴⁷.

Ce texte, qui n'a pas été publié avant 1764, soit dix ans après la mort du duc, ne laisse aucun doute sur les multiples aventures de ce dernier, dont la réputation est à la hauteur de celle des roués du Régent, et qui avait sans doute semé plus d'un bâtard sur son chemin. Pourquoi la belle Alexandrine de Tencin, n'aurait-elle pas succombé, un soir de fête, à l'offrande de ses désirs ?

En tous cas, par sa mention de Rothelin, Voltaire nous prouve qu'il n'ignorait rien des occupants successifs de la maison des Arcades. Quant aux ivresses du duc à Paris, le fait était de notoriété publique, même si le *Journal* de Buvat qui nous conte ce qui est arrivé à « feu le pauvre Nigon », un voisin du duc, n'a été publié qu'en 1865 :

Le 20 dudit mois de septembre [1719], il se passa ici, dans le cloître de Saint-Germain-l'Auxerrois, une scène extraordinaire dont voici le fait. Le sieur Nigon, avocat, qui logeait dans ce cloître, étant mort le 19, et sa bière étant exposée sur les sept heures du matin à la porte de son logis, couverte du drap mortuaire et environnée de cierges avec des chandeliers et un bénitier d'argent, on avertit le duc d'Aremberg, jeune prince des Pays-Bas qui logeait dans la maison voisine, que les prêtres de la paroisse allaient venir prendre le corps de cet avocat pour l'inhumer. Ce duc, qui

147. Voltaire, « Épître à Monsieur le duc d'Aremberg », in *Œuvres complètes*, Paris, Garnier, tome 10, 1877, p. 223-225.

avait passé la nuit à boire avec quatre autres seigneurs, descendit avec eux, suivis de leur laquais, ayant tous une bouteille de vin et le verre à la main. L'un s'approche du cercueil ; lève le drap mortuaire, et apostrophant le défunt, lui dit : « Mon pauvre Nigon, que fais-tu là ? Viens boire avec nous. » [...] Les prêtres, venus pour le convoi, furent bien étonnés de voir la scène de ces ivrognes, et n'en pouvant tirer que des obscénités, prirent le parti de porter le corps le mieux qu'ils purent. Ces seigneurs et leurs gens suivent le convoi dans le même équipage, et le corps étant posé dans l'église, ils en font le tour et se mettent à entonner, au lutrin des *Alleluia* et des *Requiem* alternativement. [...] Le lendemain matin ces seigneurs, avertis de ce qui s'était passé le jour précédent, et de ce que le curé voulait intenter contre eux au sujet de leurs extravagances, dont ils avaient entièrement perdu le souvenir, prirent sagement le parti d'aller chez le curé, à qui ils firent de grandes soumissions, et le prièrent d'excuser le vin qui les avait portés à des choses auxquelles ils n'auraient jamais pensé dans leur bon sens. Ainsi cela fut assoupi, le curé s'étant contenté de leur repentir. Le duc d'Arenberg ne suivit pas le convoi, parce que peu après qu'il fut descendu proche du cercueil il tomba comme mort, tant il était ivre, de sorte que ses camarades le firent porter dans son lit ; et étant descendus de nouveau, ils dirent au défunt : « Mon pauvre Nigon, viens avec nous, tu boiras tant que tu voudras, et puis nous t'enterrons comme nous venons de faire au duc d'Arenberg, qui a tant bu qu'il dort content. [...] Toute cette scène ne manqua pas d'être bientôt rapportée à M. le duc d'Orléans, à qui elle donna grand sujet de rire pour la nouveauté du fait dont il n'y avait pas d'exemple¹⁴⁸.

Voltaire était bien sûr au courant de tout cela, et de bien d'autres choses sans doute concernant le duc : ne faisait-il pas partie, avec ce dernier et le président Hénault, « des choryphées des soupers du prince de Vendôme »¹⁴⁹ ? Il n'est cependant pas sûr qu'il soit fait allusion à ces souvenirs dans la correspondance qu'il a échangée avec le duc d'Arenberg, dont il a été l'hôte à plusieurs reprises, tant à Bruxelles qu'au château d'Enghien, avec madame Du Châtelet. « C'est ainsi que pour le remercier, Voltaire, en 1740, offrit au duc une grande fête au cours de laquelle un feu d'artifice fut tiré »¹⁵⁰. Comme Jacques Descheemaeker¹⁵¹, nous pouvons toutefois nous interroger sur le fait

148. Jean Buvat, *Journal de la Régence (1715-1723)*, éd. Émile Campardon, Paris, Plon, 1865, tome 1, 445-447.

149. Voltaire, *Œuvres complètes*, Paris, Garnier, tome 10, 1877, p. 240, note 1.

150. Édouard Laloire, *Les deux hôtels d'Egmont, et le palais d'Arenberg*, Bruxelles, 1952, p. 231 et note, cité par Jacques Descheemaeker, *op. cit.* (réf. 118), p. 195.

151. Jacques Descheemaeker, *op. cit.* (réf. 118), p. 195.

que seulement trois lettres (datées de 1736¹⁵²) de cette correspondance nous sont parvenues. Les autres ont-elles été détruites, ont-elles été mises sous le manteau, et dorment-elles encore quelque part ? Si le duc était le père de D'Alembert, et si Voltaire le savait, on peut comprendre qu'il n'appuyait pas la thèse Camus Destouches, en faisant diversion avec Fontenelle.

Par ailleurs, si notre hypothèse se révélait exacte, D'Alembert n'aurait pas eu plus à rougir de ce père-là que de tous ses autres pères putatifs, car le duc avait de grandes qualités. On a vu comment il s'intéressait à l'horlogerie avec Sully, à la peinture avec Watteau, mais il ne dédaignait point les autres arts, la musique en particulier, et il s'est illustré par sa protection du poète Jean Baptiste Rousseau (1671-1741), banni de France, à qui il donna asile. Le duc était en correspondance avec Frédéric de Prusse, à qui il arriva de se plaindre (le 2 août 1739) auprès de Voltaire, de la lenteur qu'il mettait à lui répondre.

Après la mort de Charles VI (en 1740), le duc fut chargé, à La Haye et à Londres, de plusieurs missions diplomatiques importantes qu'il mena avec succès, et, en 1745, il fut appelé au commandement de l'armée autrichienne chargée d'opérer sur le bas Rhin. Il fut ensuite envoyé en Silésie pour y commander l'infanterie sous les ordres du duc Charles de Lorraine. À l'issue de la campagne il retourna à Vienne, où il reçut toute sorte de témoignages de la considération de l'Empereur et de l'Impératrice Marie-Thérèse.

Cependant la paix qui se négociait à Aix-la-Chapelle devait faire rentrer l'Autriche en possession des Pays-Bas : Marie-Thérèse établit, pour le gouvernement provisoire de ces provinces, une *jointe* ou commission dont le duc d'Arenberg eut la présidence (8 octobre 1748). [...] Cette jointe demeura en activité jusqu'en avril 1749. [...] En 1740, son fils le prince Charles-Marie-Raymond [1721-1778], lui avait été adjoint dans la charge de grand bailli de Hainaut ; dès lors il avait cessé de s'occuper des affaires de cette province : en 1749, il en résigna le gouvernement militaire avec celui de la ville de Mons, ne conservant que le commandement en chef des troupes aux Pays-Bas, qu'il exerça jusqu'à la fin de ses jours. Il mourut, universellement regretté, au château d'Héverlé, près de Louvain, le 4 mars 1754. Son corps fut transporté à Enghien et inhumé dans l'église des Capucins¹⁵³.

152. Il s'agit d'une lettre de Voltaire au duc et de deux lettres du duc à Voltaire, l'une d'elles étant une transcription de Voltaire dans une de ses propres lettres.

153. Louis Prosper Gachard, « Arenberg, Léopold-Philippe-Charles-Joseph, duc d' », *Biographie nationale*, Bruxelles, Académie royale des sciences et des beaux-arts de Belgique, tome 1, 1866, p. 417-418.

Un scénario possible dans l'optique de notre hypothèse

Vers la mi-février 1717, pourquoi pas le jour du mardi gras, dernier jour du carnaval se situant cette année-là le 9 février, Madame de Tencin fait la fête et se retrouve enceinte.

Quelques mois plus tard, son amant doit quitter Paris pour participer à la guerre austro-turque auprès du prince Eugène.

Le 16 novembre, elle met au monde un garçon, peut-être chez elle, mais plus vraisemblablement rue de l'Arbre-Sec, chez le docteur Molin, médecin du roi, conseiller fréquent du savant accoucheur Nicolas Puzos¹⁵⁴.

Elle abandonne l'enfant qui est déposé dans un autre quartier de Paris qui n'est pas choisi au hasard : c'est un endroit très passant, situé près de la Couche des Enfants trouvés, et, qui plus est, dans le quartier du commissaire Nicolas Delamare, un homme de confiance du lieutenant général de police d'Argenson¹⁵⁵.

Le père rentre peu après de sa campagne militaire.

Le docteur Molin est chargé de récupérer le petit Jean Le Rond, ce qu'il fait le 1^{er} janvier 1718, et le rend « à ses parents ». Un mois plus tard, il se voit attribuer une assurance substantielle par le roi.

Quand l'enfant a six mois, en mai 1718, le père repart à la guerre. Louis Camus Destouches est un homme de confiance. Le duc d'Arenberg en a certainement entendu parler par l'abbé de Saint-Rémy, son précepteur, que Fénelon avait procuré à sa mère en 1701¹⁵⁶. Par ailleurs, la famille Camus Destouches connaît bien le Hainaut, dont Jacques, le père de Louis, avait été intendant des contributions¹⁵⁷. Louis Camus Destouches accepte de s'occuper de Jean d'Arenberg, et il reçoit des fonds pour cela. Pourquoi cacher le nom véritable de l'enfant, puisque Louis est seul à le connaître, avec, peut-être, la nourrice qu'il lui trouve, Etiennette Gabrielle Ponthieu, épouse Gerard ? Plus tard, nul doute que le maître de pension du faubourg Saint-Antoine à qui il confie l'enfant, puis son notaire et ses héritiers, sauront garder le secret qu'il n'a d'ailleurs jamais donné comme sien, contrairement à son frère vis-à-vis de Jeanne Destourelles.

154. Nicolas Puzos, *Traité des accouchemens*, Paris, Desaint & Saillant, 1759, p. 63, 362, 372-373, 375, 379.

155. Merci à Nicole Dyonet d'avoir attiré notre attention sur ce fait.

156. *Correspondance de Fénelon*, op. cit. (réf. 71), tome XVII (1999), lettre du 9 novembre 1713, note 2, p. 213.

157. Marquis de Sourches, *Mémoires*, Tome XIII, p. 109, cité dans la *Correspondance de Fénelon*, op. cit. (réf. 71), tome XVII (1999), lettre du 15 janvier 1713, note 1, p. 98-99.

N'en déplaise à Diderot, les gènes et la mécanique savaient sans doute que D'Alembert allait devenir un grand homme, mais à ce moment-là, ses géniteurs et son « tuteur » en étaient parfaitement ignorants !

Aux mânes de madame Destouches (1702-1786)

Une femme connaissait peut-être le véritable secret de la naissance de D'Alembert : il s'agit de Jeanne Mirey, madame Destouches, et c'est par un hommage marqué à cette dame dont le comportement force le respect, que nous souhaitons terminer cette étude.

Nous ne savons si ce qui a été dit sur les circonstances du choix de Michel Camus Destouches au moment où il a décidé de trouver une épouse est exact, mais ce dont nous sommes sûre, c'est qu'il avait fait un bon choix, et que sa femme était profondément bonne.

Comment pourrait-on en douter à la lecture du codicille du 26 juillet 1768 du testament de son gendre Dutroussel d'Hericourt (mort en 1773), époux de sa fille Angélique Jeanne, qui lui fait un legs touchant : « Quoique ma montre ne soit pas belle comme elle est fort bonne j'ose prier madame Destouches ma belle mère de vouloir bien l'accepter la prendre pour la mettre au chevet de son lit et la recevoir comme une foible marque de mon respect »¹⁵⁸ ? Mais ce n'est pas la seule preuve dont nous disposons.

Nous l'avons vu, Jeanne « connaissait le secret » de l'existence de la fille naturelle de son mari, née avant leur mariage. C'est à elle qu'est revenu le devoir légal de payer la pension annuelle de 500 livres dont Michel l'avait dotée. C'est bien sûr elle, mais aussi ses enfants appelés à hériter de cette dette, qui ont accepté de transférer cette rente à la communauté des Ursulines de Saint-Denis, quand Jeanne Destourelles a fait profession en 1741¹⁵⁹. Madame Destouches ne s'est pas contentée de cela, car dans son propre testament rédigé en 1773, elle a fait un nouveau legs à la religieuse : « Je donne à madame Destourelles de St Xavier religieuse aux dames Ursulines de St Denis cent livres de pension viagère qui lui seront paye sans retenue pour lui tenir lieu du vin que je lui fournis (*sic*) Elle les touchera sur ses simples quittances »¹⁶⁰ !

158. Codicille du 26-07-1768 au testament de Charles Dutroussel d'Hericourt d'Obsonville, déposé le 03-05-1773, AN, MC/ET/LXXXVI/738.

159. Contrat de profession de Jeanne Michelle Destourelles, sœur de St-Xavier, 27-02-1741, AN, MC/ET/CV/1194.

160. Testament de Jeanne Mirey en date du 25-11-1773, déposé le 30-01-1786, AN, MC/ET/LXXXVI/844.

Madame Destouches a fait aussi des dons particuliers : à sa fille Adélaïde Marie, épouse Prondre de Guermantes, ses quatre pièces de canons et son « coffre de la Chine » parce qu'elle sait « qu'elle en fait cas » ; à son gendre Prondre « son coffre de fer et deux rouleaux d'ancienne porcelaine » ; et à ses petits-enfants Dutroussel :

Je donne a mon petit-fils Charles Louis Du Troussel d'Obsonville le portrait de monsieur d'Obsonville qu'il m'avait donné, sa montre qu'il m'a laissé par son testament et ma tabatière d'or pour qu'en s'en servant, il se souvienne de moy.

Je donne a mademoiselle Angélique Jeanne Du Troussel d'Obsonville ma petite fille et ma filleule comme elle aime beaucoup la lecture tous mes livres ma montre qui sonne avec sa chaîne et la pendule a repetition qui est au chevet de mon lit et a mademoiselle Antoinette Aimée Du Troussel de Valincourt mon cabinet de la Chine qui a un dessus de marbre ma table en ecritoire dont je me sert et tous (*sic*) le reste de mes bijoux, tabatière et autres.

Enfin, et c'est cela qui nous intéresse particulièrement, elle s'est aussi préoccupée du devenir de la pension qu'elle versait à D'Alembert, et ce dès le début de son testament (Figure 10) :

Au nom du père et du fils et du S^t esprit

Je demande tres humblement pardon à dieu de mes péchés espere qu'il me fera misericorde par sa bonte infinie et me recommande a la sainte vierge et a St Jean mon patron pour l'obtenir

Je désire d'estre enterré dans la paroisse sur laquelle je mourray avec la plus grande simplicité sans aucune tenture et qu'il n'y ait que la famille qui y soit invité

Je donne aux pauvres de la ditte paroisse trois cent livre une fois paye et ordonne que l'on y fasse dire cent messes pour le repos de mon ame.

J'ordonne que toutes mes dettes soits paye et que l'on continue toutes les rentes et pensions viagere que je fais. On pouray faire par les suites tant celles que je fais moy seule que celles que je paye en moitié avec ma sœur et celles que je paye de mesme avec monsieur decquevilli et comme il a toujours retenu toutes les impositions a M^r d'alembert et que je ne les lui ait jamais deduit j'ordonne que l'on continuera de lui parfaire la somme de douze cent livre qui lui ont été legué par le testament de M^r le chevalier destouches en sorte qu'il n'y ait aucune diminution dessus en supléant a celle que M^r decquevilli fait sur sa moitié sur mon bien et en ne lui retenant rien sur celle que je paye.

On notera l'insistance de madame Destouches sur ce dernier point. Cela signifie donc que depuis la mort de son mari en 1731, elle avait versé non seulement ce qu'elle devait, 600 livres par an, mais aussi, en

Figure 10. Passage du testament de madame Destouches
concernant la pension viagère de D'Alembert
25-11-1773, AN, MC/ET/LXXXVI/844

plus, les impôts y afférant, et encore, ce qui ne lui incombait en rien, ceux dont les d'Ecquevilly faisaient retenue sur leur participation de 600 livres. En fait, D'Alembert n'avait pas affaire aux d'Ecquevilly, et c'est madame Destouches qui lui versait la totalité¹⁶¹ des 1 200 livres, sans aucune retenue¹⁶².

Cette disposition testamentaire n'aura pas eu d'effet puisque D'Alembert est mort avant madame Destouches, et qu'il n'a par conséquent sans doute jamais rien su de la totalité des bienfaits de la grande Dame à son égard. En revanche, ce que nous savons, c'est que D'Alembert estimait cette femme au point de lui léguer par testament sa collection de *Mercur* qui ne représentait pas moins de 400 volumes, et, preuve d'un attachement beaucoup plus profond bien sûr, son portrait de Frédéric II : « Je prie Madame Destouches de vouloir bien accepter tout ce que j'ai dans ma bibliothèque en Mercures, & autres

161. Cela nous est confirmé par le compte d'exécution testamentaire de D'Alembert (en date du 25 mai 1784), où il est mentionné que madame Destouches (et elle seule) s'est acquittée des 59 livres dues, à la date du décès, au titre de la pension qu'elle lui versait. AN, MC/ET/LXXXIII/622.

162. D'Alembert, « Etat de mon revenu, mai 1781 », note manuscrite transcrite in Charles Henry, *Œuvres et correspondances inédites de D'Alembert*, Paris, Perrin, 1887, p. 337.

journaux, et de plus mon portrait du Roi de Prusse en grand & en Pastel »¹⁶³. Les volumes comme le portrait figurent bien dans l'inventaire après décès de madame Destouches¹⁶⁴, décédée dans sa maison de la rue Pastourelle le 29 janvier 1786. Les *Mercure de France*, qui devaient revenir à Angélique Jeanne, étaient estimés 48 livres, et le portrait, groupé avec quatre estampes, 12 livres. Dans la section « papiers » de l'inventaire se trouve aussi « une liasse de douze pièces qui sont compte entre M. le Marquis Decqueville et Mad^e Destouches ; Copie du testament de M. Dalember et quittance relative a une rente viagere que Mad^e Destouches et M. le M^{is} Decqueville lui faisoient par moitié ».

Madame Suard ne se trompe certainement pas en affirmant que D'Alembert allait dîner chaque semaine chez les neveux de Louis Camus Destouches : « M. Destouches en mourant laissa douze cents livres de rente à M. d'Alembert et le recommanda à sa famille, qui jamais ne l'a perdu de vue. Quand j'ai connu M. d'Alembert, il alloit encor dîner avec le neveu et la nièce de son père »¹⁶⁵. Bien que les Prondre et les Dutrousset aient été très unis, il s'agissait vraisemblablement des Dutrousset, plus parisiens que les Prondre qui étaient le plus souvent du côté de Guermantes. Angélique Jeanne et Charles Dutrousset d'Hericourt d'Obsonville habitaient rue Pastourelle, avec madame Destouches que D'Alembert ne rencontrait évidemment pas seulement pour recevoir ses 1200 livres. Il n'est pas difficile d'imaginer le philosophe et la vieille dame (qui n'avait en fait que quinze ans de plus que lui), en conversation sur les événements du moment, commentant ceux consignés dans le *Mercure* dont D'Alembert lui faisait peut-être la lecture. L'un et l'autre étaient gens du monde, elle par naissance et lui par reconnaissance, et une sincère amitié était certainement venue renforcer les liens très particuliers qui les unissaient. À notre sens, ces liens ne pouvaient être que plus forts et plus sincères si Louis Camus Destouches n'était pas le père biologique de D'Alembert, mais était seulement chargé d'une mission dont lui-même pendant neuf ans, puis son frère pendant cinq ans, et enfin madame Destouches pendant cinquante deux ans, s'étaient acquittés de manière si exemplaire.

163. Testament de D'Alembert, 23-07-1782, déposé le 29-10-1783, AN, MC/ET/LXXXIII/618.

164. IAD de Jeanne Mirey, 04-02-1786, AN, MC/ET/LII/602.

165. Madame Suard, *op. cit.* (réf. 10), p. 149-150.

Remerciements

Notre vive gratitude s'adresse à nos collègues et amis qui nous ont aidée au cours de notre recherche : Philippe Bertholet, Jean-Daniel Candaux, Rémy Cazals, Nicole Dyonet, Alain Heurtel, Marie Jacob, Michel Lerner, et Éric Vanzieleghem, ainsi qu'à ceux qui ont effectué une lecture critique de notre manuscrit : Jean-Paul Jacob, Évelyne Mérigot et Irène Passeron.

Nous tenons également à remercier les archives municipales du Blanc-Mesnil pour leur accueil, les archives départementales de l'Aude pour leurs recherches, ainsi que les Archives nationales de Paris et la bibliothèque de la Sorbonne qui ont bien voulu nous autoriser à reproduire des extraits de documents de leur fonds.

Françoise LAUNAY
Observatoire de Paris, SYRTE, équipe d'histoire